Wallonie
service public
SPW

Date : 22 JAN. 2024

Collège communal de et à Erquelinnes
c/o Administration communale
Rue Albert 1er 51
6560 ERQUELINNES 23 JAN. 2024

*Nos références : **10012323/IBU.sde** (à rappeler dans toute correspondance)*

RECOMMANDÉ AVEC ACCUSÉ DE RÉCEPTION

Objet : Demande d'un permis unique (Plans modificatifs introduits en cours d'instruction)
Notification décision - Communes : Octroi

Résumé de la demande :	
de	- SAMBRE SUD POTATO SA Meulebekestraat 105 bte B à 8740 PITTEM
pour le projet	- construire un nouvel hangar de stockage de pommes de terre, exploiter une installation de production de froid avec ammoniac et un générateur pour la production et le maintien d'un niveau d'éthylène pour empêcher la germination - dont le n° de dossier est **10012323**
pour l'établissement	- SAMBRE SUD POTATO Espace Européen d'Entreprises n° 1 à 6560 ERQUELINNES

www.wallonie.be
N° vert : 1718 (informations générales)

Mesdames, Messieurs les Membres du Collège communal,

Par la présente, nous avons l'honneur de vous transmettre en annexe l'arrêté relatif à la demande de permis unique visant à construire un nouvel hangar de stockage de pommes de terre, exploiter une installation de production de froid avec ammoniac et un générateur pour la production et le maintien d'un niveau d'éthylène pour empêcher la germination. Cet arrêté fait suite à la production de plans modificatifs et du complément corollaire de notice d'évaluation des incidences sur l'environnement.

Le permis unique est **accepté**.

Dans les 10 jours qui suivent la notification qui vous est faite de la décision cette dernière fait l'objet d'un avis — conforme aux dispositions de l'article D.29 22, § 2, alinéa 3, du livre 1er du code de l'environnement — affiché durant **20 jours** aux endroits habituels d'affichage et, de manière parfaitement visible, sur le bien concerné par le projet.

Dans le même délai, vous voudrez bien communiquer au fonctionnaire technique la date de début de l'affichage de la décision. Cette communication peut se faire par courrier électronique à l'adresse suivante :

. permis.environnement.charleroi@spw.wallonie.be – rgpe.charleroi.dgo4@spw.wallonie.be
. stephanie.delrio@spw.wallonie.be – veronique.wansard@spw.wallonie.be

. isabelle.buccella@spw.wallonie.be – elena.forlante@spw.wallonie.be

Conformément aux modalités définies à l'article 95 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, il vous est loisible d'introduire un recours auprès du Gouvernement wallon. L'adresse à laquelle le recours doit être introduit, **sous peine d'irrecevabilité**, est la suivante :

Madame Bénédicte HEINDRICHS
Directrice Générale
SPW Agriculture, Ressources naturelles et Environnement
Avenue Prince de Liège,15
5100 NAMUR (Jambes)

Le recours doit être introduit à l'aide du formulaire prévu à l'annexe XI de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, formulaire disponible auprès de l'administration communale et sur le site www.wallonie.be/fr/formulaire/detail/20521 du Service Public de Wallonie. Il doit être accompagné de la preuve du paiement de 25,00 € sur le compte BE44 0912 1502 1545 de la Direction des Permis et Autorisations du Département des Permis et Autorisations.

Recevez, Mesdames, Messieurs les Membres du Collège communal, nos salutations distinguées.

Raphaël STOKIS
Fonctionnaire délégué

Daniel VANDERWEGEN
Fonctionnaire technique

www.wallonie.be
N° vert : 1718 (informations générales)

CONTACT

Permis d'environnement

Département des Permis et Autorisations
DPA Charleroi
Rue de l'Écluse 22
6000 CHARLEROI

Permis d'urbanisme

Département de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme

Direction du Hainaut II - Urbanisme
Rue de l'Ecluse 22
6000 CHARLEROI

VOS GESTIONNAIRES

Permis d'environnement

Contact technique :
Isabelle BUCCELLA
isabelle.buccella@spw.wallonie.be
Contact administratif :
Stephanie DELRIO
stephanie.delrio@spw.wallonie.be
(+32) 071/654776

Permis d'urbanisme

Contact technique :
Elena FORLANTE
elena.forlante@spw.wallonie.be
Contact administratif :
Véronique WANSARD
veronique.wansard@spw.wallonie.be

VOTRE DEMANDE

RÉFÉRENCES

Permis d'environnement : 10012323
Permis d'urbanisme : 2292863 & F0412/56022/PU3/2022/1/FD/PM

VOS ANNEXES : Décision

CADRE LÉGAL : Décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement

Pour toute réclamation quant au fonctionnement du SPW, le Médiateur est aussi à votre service : www.le-mediateur.be.

Références	
N° du dossier Environnement, suite à l'introduction de plans modificatifs :	10012323/IBU.sd
N° du dossier Environnement initial,	10008141
N° d'établissement Environnement :	10105647
Réf. Urbanisme :	2292863 & F0412/56022/PU3/2022/1/FD/PM
Réf. Commune de dépôt :	-

Permis unique

Références :

DPA Charleroi ***et*** Direction du Hainaut II - Urbanisme

Le fonctionnaire technique et le fonctionnaire délégué

Vu la demande introduite en date du **30/08/2022** par laquelle :

- SAMBRE SUD POTATO
  - Meulebekestraat 105 bte B à 8740 PITTEM

, ci-après dénommé l'exploitant, sollicite un permis unique pour construire un nouveau hangar de stockage de pommes de terre, exploiter une installation de production de froid avec ammoniac et un générateur pour la production et le maintien d'un niveau d'éthylène pour empêcher la germination, dans un établissement situé Espace Européen d'Entreprises n° 1 à 6560 ERQUELINNES ;

Vu le Code de l'Environnement ;

Vu le Code du Développement territorial (CoDT) ;

Vu le Décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu l'ensemble des pièces du dossier ;

Vu la décision de refus du Fonctionnaire Technique et du Fonctionnaire Délégué d'octroyer le permis unique à la S.P.R.L. Vervaeke en date du 20/11/2015 portant sur l'implantation et l'exploitation de 4 hangars industriels pour le stockage de 21 000 t de pommes de terre et sur le traitement des eaux usées domestiques dans un station d'épuration individuelle ;

Vu la décision du Ministre de l'Environnement, Monsieur Carlo Di Antonio, d'octroyer le permis d'environnement à la S.P.R.L. Vervaeke en date du 22 février 2016 portant sur l'implantation et

l'exploitation de 4 hangars industriels pour le stockage de 21 000 t de pommes de terre et le traitement des eaux usées domestiques dans un station d'épuration individuelle ;

Vu le formulaire de changement d'exploitant du 23 juin 2016 rédigé entre la S.P.R.L. Vervaeke et la S.A. Sambre Sud Potato ;

Vu la décision du collège communal du 30 mars 2021 modifiant les conditions particulières du permis unique octroyé le 22 février 2016 portant sur l'implantation et l'exploitation de 4 hangars industriels pour le stockage de 21 000 t de pommes de terre et le traitement des eaux usées domestiques dans une station d'épuration individuelle ;

Première partie – plans initiaux

Vu le procès-verbal de la séance de clôture de la première enquête publique qui s'est déroulée du **21/01/2023** au **06/02/2023** sur le territoire de la Commune de Merbes-le-Château, duquel il résulte que la demande a fait l'objet de :

- *34 oppositions dont une pétition ayant fait l'objet de 258 signatures ;*

Vu le procès-verbal de la séance de clôture de la première enquête publique qui s'est déroulée du **21/01/2023** au **06/02/2023** sur le territoire de la Commune d'Erquelinnes, duquel il résulte que la demande a fait l'objet d'oppositions ou observations ;

Vu la synthèse des réclamations qui est la suivante :

« 1.1 Nuisances générales

- *Nuisances des installations existantes plus importantes qu'annoncées initialement*
- *Cette implantation, avec générateurs de froid et d'éthylène, va quadrupler celles actuellement existantes*

1.2 Produits utilisés – rejets

- *Nuisances pour la santé humaine et pour l'environnement*
- *Mauvaises odeurs / odeurs des pommes de terre pourries*
- *Rejet d'eaux usées toxiques et traitement insuffisant*
- *Informations sur le traitement des eaux insuffisantes*
- *Rejet des eaux dans la Sambre*
- *Certains produits stockés sont hautement inflammables – risque d'incendie + explosion*
- *L'égouttage de la zone n'est pas de bonne qualité*
- *Conséquences pour les cultures. Et le BIO ?*
- *Produits utilisés interdits au niveau européen*
- *Manque de documentation concernant les effets sur la santé des produits qui seront utilisés*

- *Des échappements de gaz ont déjà été constatés et nous ne sommes pas en mesure de mesurer les effets que ceux-ci ont eu sur les riverains et sur l'environnement.*
- *Y-a-ti-il des rapports concernant*
- *L'analyse de l'eau des mares situées à Bringuette (plans d'eau protégés qui se situent près du hangar)*
- *Les mesures des impact indirects sur la pollution aquatique*
- *Les impacts des émissions atmosphériques engendrées par ce charroi intensif*
- *Conséquences en cas de dysfonctionnement au niveau de l'ammoniac ?*
- *Le fonctionnement du nouveau système de refroidissement basé sur l'ammoniac n'est pas expliqué, aucun schéma de procédé n'est fourni*

1.3 Nuisances sonores

- *Nuisance sonores et vibratoires occasionnées par les ventilateurs et autres installations techniques*
- *Etude acoustique réalisée en 2019 mais bruit constaté par les riverains inférieur à d'habitude*
- *L'étude acoustique est fausse*
- *L'étude acoustique ne prend pas en compte l'effet du vent*
- *Etude purement théorique*
- *Le vent dominant venant du sud-ouest doit être pris en compte*
- *Sur quoi se base l'étude acoustique ? les décibels ou les basses fréquences produits ?*
- *La société CSD se base sur des hypothèses de bruit provenant du demandeur*
- *Le matériel installé va augmenter les nuisances sonores actuelles*
- *Dégradation de la qualité du sommeil*
- *Les mesures de bruit ont toujours été effectuées par la même entreprise CSD*
- *L'étude veut nous faire croire que malgré des ventilateurs supplémentaires et un système de réfrigération supplémentaire, la construction sera au final moins bruyante.*
- *Pas d'isolation sonore particulière du hangar*
- *Et les mesures calculées à la sortie du hangar sont désormais inférieures à 55 dB alors que prises individuellement, les caractéristiques techniques des ventilateurs, compresseurs ou frigo sont déjà supérieurs à ces 50 dB*
- *L'effet de masquage du bruit annoncé par le nouveau bâtiment ne me semble pas cohérent (les nombreux obstacles déjà présents n'empêchent pas les vrombissements d'arriver à nos oreilles jour et nuit).*

- *La construction du nouvel hangar doit-il être pris comme un argument pour la diminution du bruit ?*
- *Le bruit des ventilateurs sont perceptibles à 3km de la source.*
- *Non prise en compte de l'ensemble des nouvelles installations techniques pour évaluer les nuisances sonores*

1.4 Respect de la législation – des autorisations et permis

- *La société n'a jamais respecté ses engagements et notamment les prescriptions prévues au tableau 1 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2022 en matière de nuisances sonores.*
- *Le premier permis n'a pas été respecté*
- *Aucune régularisation n'a eu lieu*
- *A-t-on le droit de réintroduire un autre permis dans ces conditions ?*
- *En admettant que le permis unique lui soit octroyé, comment s'assurer que l'entreprise va respecter son permis ?*
- *L'horaire actuel n'est pas respecté (du lundi au vendredi de 6h à 22h et le samedi de 7h à 18h)*
- *Demande de vérification des installations par le DPA et la DPE au regard des précédents permis + vérification de la période d'activité*

1.5 Situation de l'établissement actuel et projeté

- *Etablissement proche des habitations*
- *Proche d'une réserve naturelle, de la réserve naturelle de la Haute Sambre (75 ha) dans un site Natura 2000 (BE32026 Haute Sambre en amont de Thuin), de zones forestières et d'espace verts*
- *Proche d'établissements de loisir : salle de sport, terrain de foot, centre équestre*
- *Dans un périmètre de prévention éloignée de captage d'eau*
- *Projet de trop grande ampleur en regard de la situation, de la taille de la parcelle*
- *Terrain boulant*
- *Sol marécageux*
- *Les entreprises sont situées sur des ruines romaines dont une partie n'a pas encore été mise à ciel*
- *Il y a des zones industrielles prévues pour cela. Il n'est pas nécessaire d'autoriser l'installation à cet endroit. Le mieux serait même de délocaliser dans ces zones, ce type d'établissement.*

- *Une grande surface sera bétonnée qui sera ajoutée sur des sols imperméables alors que les problèmes de ruissellements des eaux de pluie sont de plus en plus fréquents. Le projet ne favorise en rien l'utilisation du perméable pour l'infiltration naturelle des eaux dans le sol. Il ne faut pas oublier les inondations de ces 2 dernières années dont une des causes est sans doute la construction intensive de revêtement en béton.*
- *Pas d'indication sur la localisation du nouveau parking*

1.6 Charroi – infrastructures de communication

- *Augmentation du trafic alors qu'il est déjà dense*
- *Dégradation des voiries et habitations dû au charroi*
- *Etat actuel des routes catastrophique*
- *Nuisances sonores et vibratoires*
- *Poussières*
- *Accidents de roulage accentués*
- *Voiries inadaptées*
- *Charroi lourd, important en nombre et en tonnage en dehors des heures d'activités autorisées de l'entreprise*
- *Actuellement, véhicules ni bâchés ni munis d'un filet = > perte de chargement – le ramassage des pommes de terre est effectué par les riverains*
- *Seulement 3 accès par des villages*
- *Stationnement alternatif qui réduit à plusieurs endroits la route à une seule bande*
- *Pas d'alternative au transport routier alors que la Sambre n'est qu'à une centaine de mètres*
- *Projet de la RN 54 bloqué*
- *Aucune interdiction aux poids lourds ne se trouve entre Merbes-le-Château et l'Espace Européen d'Entreprises.*
- *L'entreprise déclare « inviter autant que possible à emprunter l'itinéraire de Solre-sur-Sambre ». Une simple invitation suffit-elle ?*
- *Nous réclamons des radars pour faire respecter nos agglomérations.*
- *Bouchons*
- *Croisement des camions sur les trottoirs*
- *Si le nouveau hangar est construit, la majoration des camions est de 45% par rapport au nombre initial*
- *Il faut prendre en considération l'aller et le retour des camions*

- *Eléments différents dans la demande de permis et dans l'annexe relative à la mobilité.*
- *Le trajet suggéré est selon la demande, le mieux adapté au vu de la qualité de la voirie or la voirie est en mauvaise état*
- *8 ans après, un tronçon rénové rue Mont de Solre en face du numéro 88 est déjà fortement endommagé, fissuré*
- *Des planches sont disposées sur les côtés de la benne pour augmenter la capacité de la charge*
- *La nouvelle demande de permis indique un nouvel horaire (semaine de 6h à 22h et weekends et jours fériés de 6h à 22h) - horaire élargi le samedi et convois également les dimanches et jours fériés*

1.7 Dévalorisation – cadre de vie

- *Dévalorisation des biens immobiliers suite aux fissures et dégradations des habitations*
- *Dégradation des véhicules en stationnement*
- *Perte du sentiment de sécurité aux abords des routes*
- *Coupure électrique suite à un disjoncteur général déconnecté à l'intérieur d'un coffret scellé qui a nécessité l'intervention d'Ores. Le technicien a justifié cette panne par les secousses et vibrations qui avaient desserti le branchement*
- *Perte du caractère rural depuis la construction du premier hangar*
- *La commune doit rester vigilante afin de maintenir une cohérence et une préservation du caractère aéré et bucolique des lieux*
- *L'entreprise s'engagera-t-elle à réparer les fissures et dégradations de nos maisons ou devrons-nous nous lancer dans des batailles juridiques ?*
- *Notre région est superbe, la vallée de la Sambre est à préserver, preuve en est, la création imminente du parc naturel de l'entre Sambre et Meuse*

1.8 Administration – traitement de la demande

- *Numéro erroné du Fonctionnaire Technique sur l'avis d'enquête*
- *Le permis du 1er hangar avait été refusé par le fonctionnaire délégué et que c'est le Ministre de l'époque, Mr Di Antonio, qui a octroyé ce permis, malgré la désapprobation de tous*
- *Aucune solution concrète trouvée par les responsables politiques des communes concernées malgré les plaintes des riverains*
- *Nécessité de réaliser une étude d'incidences complète*
- *Seule une étude d'incidence pourrait déterminer s'il y aura un effet cumulatif ou non avec les activités voisines*

- *Rappel de la question écrite du 30/12/2019 de CLERSY Christophe à TELLIER Céline, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal sur « L'utilisation du chlorprophame dans un hangar à pommes de terre à Erquelinnes »*

- *Stupéfaction de constater que le collège a acté l'avis du Fonctionnaire Technique et du Fonctionnaire Délégué qu'une étude d'incidences sur l'environnement n'est pas nécessaire alors que les nuisances ne peuvent être considérées comme mineures ou quasiment nulles – il serait judicieux d'introduire un recours contre cette décision*

- *Manque de communication/publicité quant à l'ouverture d'une enquête publique portant sur ce projet – accessibilité à cette information – un toute-boite devrait être envoyé dans un rayon de 2 à 3 kilomètres*

- *Pas d'étude d'incidences sur l'environnement alors que la police de l'environnement est déjà intervenue – plusieurs infractions constatées*

- *La jurisprudence indique qu'un permis d'extension ne peut être octroyé si la construction initiale n'est pas conforme au permis*

- *Dans son courrier du 9 avril 2021, Monsieur le Bourgmestre David Lavaux faisait état du projet dont il est question. Le collège communal envisageait dans le cadre de ce nouveau permis la mise en place d'un comité de suivi et la désignation par la commune d'une société pour la mesure du bruit. Il indiquait également que je (G. Wauthier) serais invité à participer à l'enquête publique. Le comité de suivi ne me semble pas exister et je n'ai pas été invité personnellement à participer à l'enquête publique.*

- *La demande dont objet de cette enquête est introduite en période creuse et il est donc difficile de présenter des photos attestant ces observations mais des témoignages existent*

- *Il est interpelant que la demande de permis unique ne précise pas qu'il s'agit d'une demande de permis de régularisation visant notamment à régulariser la localisation des ventilateurs.*

1.9 Modèle économique – modèle agricole

- *Ne correspond pas au modèle économique vers lequel la Wallonie tend, à savoir l'économie circulaire*

- *Forme d'agriculture incompatible avec les objectifs de développement durable*

- *Forme d'agriculture qui induit une perte de biodiversité*

- *Marre de manger des produits pas sains*

- *Ce modèle agricole conduit à la ruine de nos petits producteurs locaux*

- *Nombreuses autres options, plus respectueuses de la vie sont parfaitement applicables*

- *Faisons vivre les producteurs locaux et privilégions le circuit court*

- *Le hangar est situé en zone d'activité économique mixte. Le terme activité économique est censé générer de l'emploi. Le dossier ne comporte aucune note à ce sujet. L'activité qui aurait pu générer de l'emploi, à savoir la transformation des pommes de terre, est délocalisée à plusieurs dizaines de kilomètres.*
- *Natagora aurait aimé être informé et consulté dans le cadre de l'enquête publique*

1.10 Profits

- *N'apporte rien à la commune en termes d'emplois, culture…*
- *Gains fiscaux pour la commune très faibles*
- *Plus-value de cette entreprise pour la région ?*
- *Seules quelques personnes en tirent un avantage, les agriculteurs qui vont y porter leurs pommes de terre, trajets moins longs*
- *Entreprise flamande qui s'implante sur le territoire wallon, cela devrait être interdit*

1.11 Services de secours

- *Les services de secours sont-ils aptes à intervenir dans ce type d'exploitation ?*

1.12 Notoriété de l'entreprise

- *Ce n'est que par la pression des riverains ayant poussé à l'intervention des services ad hoc que l'exploitant s'est remis en ordre, démontrant la légèreté avec laquelle il considère les aspects sécuritaires et environnementaux*
- *Si le bien-être des riverains importe autant à la société Sambre Sud Potato que le but lucratif (rappelons que les bénéfices de cette société partent en région flamande), pourquoi serait-ce un problème pour elle de dépenser son argent et/ou les subventions de la Région Wallonne dans une transformation qui pourrait régler ce problème de nuisances sonores plutôt que dans une extension ?*
- *Perte de confiance vis-à-vis de l'entreprise*
- *Le passif du hangar n'est pas de nature à créer du lien entre les riverains et le projet*
- *Activité à « éradiquer » » ;*

Vu l'avis du Collège communal de la Commune de Merbes-le-Château envoyé le 16/02/2023, rédigé comme suit :

« Vu le Code de l'Environnement ;

Vu le Code du Développement Territorial (CoDT) ;

Vu le Décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Considérant la demande introduite par Sambre Sud Potato SA Meulebekestraat 105 Bte B à 8740 PITTEM visant la construction d'un nouveau hangar de stockage de pommes de terre, exploitation d'une installation de production de froid avec ammoniac et générateur pour la production et le maintien d'un niveau d'éthylène pour empêcher la germination sis Espace Européen d'Entreprise n°1 à 6560 ERQUELINNES déclarée complète et recevable par le SPW DPA en date du 10 janvier 2023 ;

Considérant que l'autorité compétente a jugé que la notice d'évaluation des incidences environnementales, les plans et les autres documents constitutifs du dossier synthétisaient suffisamment les principaux paramètres écologiques du projet sur l'environnement, que le dossier de demande ne devait pas comprendre une étude d'incidence environnementale ;

Considérant que, dès lors que le projet est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement, une étude des incidences environnementales aurait dû être réalisée de même qu'une réunion d'information préalable pour permettre au public de s'informer et d'émettre ses observations et suggestions sur le projet ;

Considérant que l'administration communale de Merbes-le-Château, à sa demande, n'a obtenu qu'une version numérique du dossier soumis à enquête par la commune voisine ;

Considérant que, selon le plan de secteur de Thuin-Chimay adopté par A.R. du 10 septembre 1979, le projet se situe en zone d'activité économique industrielle ;

Considérant qu'une enquête publique a été organisée sur le territoire de Merbes-le-Château, conformément à l'Art. D29 du Code de l'Environnement du 21 janvier au 6 février 2023, que celle-ci a fait l'objet d'un PV de clôture dont le résultat est :

- *34 oppositions dont une pétition ayant fait l'objet de 258 signatures ;*

Considérant que l'annexe 6 – Permis et autorisation ne comprend pas l'arrêté ministériel du 14 juillet 2021 modifiant l'arrêté du Collège communal d'Erquelinnes du 30 mars 2021, que le dossier de demande semble de ce fait incomplet ;

Considérant que le bâtiment a été implanté selon une rotation de 180° par rapport au plan autorisé par le permis initial, que dans l'annexe 8 étude acoustique, il est repris :

Les schémas montrent que la réalisation du bâtiment supplémentaire permet de rétablir la situation initialement prévue au niveau de la localisation des prises d'air en respect aux habitations ;

Considérant que le bâtiment réalisé est non conforme au permis délivré et est en infraction ;

Considérant que la demande ne requiert pas la régularisation de ce bâtiment ;

Considérant que selon une jurisprudence constante du Conseil d'État, l'extension d'un bâtiment existant non conforme ne peut faire l'objet d'un permis ;

Considérant de surcroît la politique du fait accompli, laquelle ne peut infléchir la décision de l'Administration ;

Considérant les nuisances sonores occasionnées par les ventilateurs sur des périodes largement étendues, les hivers étant de moins en moins froids ;

Considérant que le non-respect d'un plan est visible, que les nuisances sonores sont bien audibles alors que le non-respect des conditions environnementales est bien plus occulte générant un sentiment de méfiance ;

Considérant qu'il serait dès lors pertinent de faire contrôler le respect des conditions d'exploitation avant d'autoriser une extension ;

Considérant que le dossier de demande n'analyse pas l'impact environnemental de l'éthylène dans l'atmosphère, que ce gaz agit comme phytohormone sur la croissance des plantes et qu'il y a lieu de s'informer sur les conséquences de ces rejets vers la réserve naturelle de Labuissière située à moins de 100 mètres du projet ;

Considérant qu'en matière d'environnement, il est pertinent d'avoir une approche systémique, que la production et synthèse de l'éthylène (origine fossile – pétrolière) est à considérer de même que les méthodes culturales des pommes de terre pour lesquelles il convient de favoriser une agriculture de type familiale plutôt qu'industrielle ;

Considérant que, malgré la conformité du projet au plan de secteur, un projet de cette envergure tant par le volume du bâti que par l'activité en termes de charrois, est impactant dans nos zones rurales. Qu'aucune intégration paysagère n'est possible vu la dominance du bâti et qu'un tel projet n'aurait dû être autorisé sur un site repris à l'inventaire des périmètres d'intérêt paysager et des points et lignes de vue remarquables de l'ADESA . Que malgré qu'il s'agisse de routes régionale ou provinciale, les RN 561 et RN 55 traversant le cœur du village de Merbes-le-Château (ZPU) n'ont pas le gabarit suffisant pour un tel charroi et que ce dernier entrave tout projet de sécurisation et tentative de transition vers une mobilité active ;

Considérant que dans les objectifs stratégiques de son PST, la commune de Merbes-le-Château s'est engagée à défendre l'environnement, être soucieuse de l'aménagement de son territoire et du bien vivre de ses citoyens. Qu'un tel projet à un impact négatif sur ces trois objectifs sans aucune contrepartie positive ni en termes d'emploi ni aucune retombée pour la commune ;

Décide :

Article 1er : *de remettre un avis* ***DEFAVORABL****E au projet de construction d'un nouveau hangar de stockage de pommes de terre, exploitation d'une installation de production de froid avec ammoniac et générateur pour la production et le maintien d'un niveau d'éthylène pour empêcher la germination par Sambre Sud Potato Meulebekestraat 105B à 8740 PITTEM.*

Art.2 : *de transmettre cet avis à Messieurs les Fonctionnaires technique et délégué – autorité compétente pour statuer sur cette demande – et de leur demander :*

- de reconsidérer le caractère complet et recevable de cette demande ne comprenant ni étude d'incidence environnementale, ni le dernier arrêté ministériel du 14 juillet 2021 modifiant l'arrêté du Collège communal du 30 mars 2021 ;

- d'acter l'irrégularité du bâtiment implanté selon une rotation de 180° par rapport au plan autorisé par le permis initial. » ;

Vu l'avis du Collège communal de la Commune d'Erquelinnes envoyé le 21/03/2023, rédigé comme suit :

« Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu le Code de l'Environnement ;

Vu le Décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu le Code du Développement Territorial ;

Vu la décision de refus du Fonctionnaire Technique et du Fonctionnaire Délégué d'octroyer le permis unique à la S.P.R.L. Vervaeke en date du 20/11/2015 portant sur l'implantation et l'exploitation de 4 hangars industriels pour le stockage de 21 000 t de pommes de terre et traitement des eaux usées domestiques dans un station d'épuration individuelle ;

Vu la décision du Ministre de l'Environnement, Monsieur Carlo Di Antonio, d'octroyer le permis d'environnement à la S.P.R.L. Vervaeke en date du 22 février 2016 portant sur l'implantation et l'exploitation de 4 hangars industriels pour le stockage de 21 000 t de pommes de terre et traitement des eaux usées domestiques dans un station d'épuration individuelle ;

Vu le formulaire de changement d'exploitant du 23 juin 2016 rédigé entre la S.P.R.L. Vervaeke à la S.A. Sambre Sud Potato ;

Vu le Règlement d'exécution de la Commission européenne du 17 juin 2019 relatif au non-renouvellement de l'approbation de la substance active «chlorprophame», conformément au règlement (CE) no 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques, et modifiant l'annexe du règlement d'exécution (UE) no 540/2011 de la Commission ;

Vu le Règlement de la Commission européenne du 9 février 2021 modifiant les annexes II, III et V du règlement (CE) no 396/2005 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les limites maximales applicables aux résidus de tétrachlorure de carbone, de chlorothalonil, de chlorprophame, de diméthoate, d'éthoprophos, de fénamidone, de méthiocarbe, d'ométhoate, de propiconazole et de pymétrozine présents dans ou sur certains produits ;

Vu la décision du collège communal du 30 mars 2021 modifiant les conditions particulières du permis unique octroyé le 22 février 2016 portant sur l'implantation et l'exploitation de 4 hangars industriels pour le stockage de 21 000 t de pommes de terre et traitement des eaux usées domestiques dans une station d'épuration individuelle ;

Vu l'autorisation d'un produit phytopharmaceutique octroyé par le Service Public Fédéral de la Santé Publique, Sécurité de la Chaine Alimentaire et Environnement dénommé Restrain portant le numéro d'autorisation n°10087P/B exclusivement destiné à un usage professionnel

- éthanol, min 90% d'éthylène après conversion. L'autorisation porte sur un usage en tant qu'anti-germinatif ;

Vu le procès-verbal de la séance de clôture de l'enquête publique qui s'est déroulée du 21/01/2023 au 06/02/2023 sur le territoire de la Commune d'Erquelinnes, duquel il résulte des observations et objections ;

Considérant que la demande est soumise conformément à l'Art. D29 du Code de l'environnement ;

Considérant que les 27 observations et objections réceptionnées par courriel, les 2 observations et objections formulées oralement et les 2 pétitions portent sur les thèmes suivants :

- crainte des produits utilisés - rejets,

- crainte des nuisances sonores,

- crainte du non-respect de la législation - des autorisations et des permis,

- situation de l'établissement actuel et projeté,

- crainte de l'augmentation du charroi - infrastructures de communication inadaptées,

- dévalorisation des biens - du cadre de vie,

- administration - traitement de la demande,

- modèle économique - modèle agricole à revoir,

- ne profite qu'à un certain nombre de personnes,

- capacités des services de secours à intervenir sur un tel établissement,

- mauvaise notoriété de l'entreprise ;

Considérant que la Commune d'Erquelinnes dispose d'une CCATM, que son avis est libellé comme suit :

Considérant qu'une demande de permis unique a été introduite le 26/08/2022 à l'Administration communale d'Erquelinnes par la S.A. Sambre Sud Potato portant sur la construction d'un nouveau hangar de stockage de pommes de terre, l'exploitation d'une installation de froid avec ammoniac et un générateur pour la production et le maintien d'un niveau d'éthylène pour empêcher la germination ;

Considérant que cette demande porte sur une extension ou une transformation d'activités de l'établissement, que le permis demandé porte uniquement sur cette partie ;

Considérant que la demande a fait l'objet d'un accusé incomplet par le Fonctionnaire Technique et le Fonctionnaire Délégué en date du 14/09/2022 ;

Considérant que des compléments à la demande ont été envoyés à l'Administration communale d'Erquelinnes en date du 15/12/2022 et réceptionnés le 16/12/2022 ;

Considérant que la demande fait l'objet d'un accusé complet et recevable par le Fonctionnaire technique et le Fonctionnaire Délégué en date du 10/01/2023 ;

Considérant que le projet porte sur un terrain situé à l'Espace Européen d'Entreprises à Solre-sur-Sambre et cadastré B 182 S 2 et également :

- *situé à une centaine de mètres d'un site Natura 2000, site BE32026 - « Haute-Sambre en amont de Thuin »,*
- *dans une zone de prévention arrêtée éloignée IIb, captage n°52/1/9/001, dénommée Bringuette P1,*
- *n'est pas située en zone d'aléa d'inondation,*
- *n'est pas situé à proximité d'un établissement "Seveso" seuil ou ou seuil bas,*
- *repris à la carte archéologique de la Wallonie,*
- *en zone d'assainissement autonome, un rejet est réalisé à l'Espace Européen d'Entreprises et le second au niveau de la voirie castrée B 182 n 2. Pour ce dernier, aucun égouttage n'est repris au Plan d'Assainissement par Sous-bassin Hydrographique (PASH),*
- *n'est pas reprise à la Banque de Données de l'Etat des Sols (BDES),*
- *n'est pas situé dans une zone à forte densité de population (> 1000 habitants dans un rayon de 500 m),*
- *dans une zone d'activité économique industrielle au plan de secteur de Thuin - Chimay adopté par Arrêté royal du 10/09/1979,*
- *est repris à l'Atlas du Karst wallon - calcaire du Dévonien.*

Considérant que la Direction des Risques industriels, géologiques et miniers a remis une analyse à la société CSD Ingénieurs : "...Aucun phénomène karstique connu n'est recensé à proximité à l'Atlas du Karst wallon. Cela n'exclut pas l'existence de phénomènes non signalés ou qui ne se sont pas manifestés en surface. Des mouvements de terrain plus ou moins importants sont toujours susceptibles de se produire dans un tel contexte, suite à une évolution naturelle ou aux effets de l'activité humaine (présence d'un immeuble, par exemple)...";

Considérant le rapport de prévention de la zone de secours Hainaut-Est favorable sous conditions et reprise en annexe comprend notamment les constations et l'avis suivants :

Considérant l'attestation de bon fonctionnement d'un système de détection incendie de type centralisé émis par la S.R.L. Visualip Security en date du 19/10/2022 : "Le dispositif était en parfait état de fonctionnement le jour de la réalisation du test";

Considérant que la note du bureau d'architecte Tyberghien & Partners indique que le projet consiste en :

- une extension de 31,45 m de large en continuité avec l'établissement existant et placée au nord-ouest de celui-ci, de 138,07 m de long pour un hauteur de 7,78 sous corniche et 12,65 à la faîte,

- une extension d'une zone en béton de 338 m² côté Espace Européen d'Entreprises,

- 3 accès supplémentaires en béton côté rue Bringuette à savoir 2x148m² et 1x266m². Au-dessus de la canalisation existante à l'arrière de la parcelle, la cour sera réalisé en béton. En cas de travaux à la canalisation, le propriétaire de la parcelle prendre les frais de la démolition de la dalle en béton à sa charge;Considérant que pour la gestion des eaux de pluies, une citerne supplémentaire de 20.000 litres est prévue. Toutes les eaux pluviales seront collectées dans un bassin d'orage de 600 m³ (calcul réalisé pour une période de retour de 25 ans et un débit de fuite du bassin égal à 5l/s). Le volume total de stockage d'eau s'élève à 680.000 litres.

Considérant le rapport d'étude acoustique de CSD Ingénieurs Conseils S.A. expliquant le nouveau système de conservation que souhaiterait utiliser le demandeur :

Considérant que l'étude acoustique réalisée répond à la norme e ISO 9613-2:1996 Acoustique – Atténuation du son lors de sa propagation à l'air libre, que le niveau sonore et qu'il en résulte que l'émission sonore actuelle ne dépasse pas les valeurs limites générales de niveaux de bruit applicables à un établissement classé dans "Toutes zones, lorsque le point de mesure est situé à moins de 500 m de la zone d'extraction, d'activité économique industrielle ou d'activité économique spécifique, ou, à moins de 200 m de la zone d'activité économique mixte, dans laquelle est situé l'établissement";

Considérant que les valeurs ont été obtenues sur base d'une étude réalisée à la rue de la Gare 97 à Solre-sur-Sambre (à approximativement 570 mètres des hangars) du 25/10/2018 au 09/11/2018 ;

Considérant que cette étude acoustique ne prend pas en compte le charroi ;

Considérant qu'avec le nouveau système de conservation et l'extension, l'orientation et le sens des émissions sonores seront modifiés. Le son émis le sera principalement vers le sud-est et variera en fonction du système de conservation (et par conséquent, variera en fonction de la température). Le système utilisé à une température supérieure à 8°C devrait émettre à un niveau sonore inférieur à celui fonctionnant en dessous de 8°C tout en restant inférieur aux valeurs limites légales ;

Considérant que l'établissement sera alors constitué de deux hangars de stockage situé de chaque côté d'un hangar central qui sert au déchargement ;

Considérant la liste de l'ensemble des installations :

Considérant que les rejets d'eau sont dirigés vers "...la canalisation d'égout passant dans la voirie « Espace Européen d'Entreprises », laquelle rejette finalement les eaux (dont EP) dans la Sambre."

Considérant que l'annexe 6 à la demande de permis unique introduit en 2015 ;

Considérant la liste générale des dépôts ;

Considérant qu'au vu des fiches techniques des installations, il semble que l'ammoniac est utilisé comme réfrigérant mais que cela n'est pas explicite ;

Considérant l'horaire autorisé actuel par Monsieur le Ministre carlo di Antonio et que la présente demande de permis évoque un changement d'horaire ; qu'il y aurait par conséquent un élargissement des plages horaires pour les chargements et déchargements ;

Considérant que l'annexe relative à la mobilité mentionne que "En ce qui concerne le charroi lié à l'expédition, on constate que le projet entraînera une augmentation de 3 camions en plus par jour, ce qui reste marginal. En outre, le trajet passant par Solre-sur-Sambre reste le mieux adapté (par rapport à celui passant par Merbes-le-Château) vu la qualité de la voirie, son revêtement et sa largeur, et nonobstant le fait que cet itinéraire effleure la localité. Le charroi lié à la réception augmente de manière plus significative (15 camions/jour), les fournisseurs venant d'une distance oscillant entre 5 et 40 km. Sambre Sud Potato s'engage à mettre en œuvre une campagne de communication vis-à-vis de ses fournisseurs (notamment par la rédaction et la diffusion d'une charte de bonnes pratiques) afin d'inviter ceux-ci à emprunter, autant que possible, l'itinéraire passant par Solre-sur-Sambre pour accéder au site";

Considérant que ces informations portant sur le charroi ne prennent pas en compte les allées et venues des véhicules supplémentaires pour la construction du nouveau hangar ;

Considérant que lors de la réunion du 23/03/2021, la S.A. Sambre Sud Potato a présenté un projet de "modification des conditions du permis et projet d'extension", que dans cette présentation, le nouveau hangar s'arrêtait à la même hauteur que ceux déjà construits ;

Considérant les plans successifs communiqués à l'Administration communale et repris en annexes ;

Pour les motifs précités ;

DECIDE

***Article 1er** : d'émettre un avis **favorable**, basé sur la motivation du projet de réduire les bruits induits notamment par le non-respect du permis initial, et conditionné à l'analyse positive technique des Fonctionnaires Délégué et Technique de la Région Wallonne.*

***Art. 2** : d'émettre un avis **défavorable** sur la modification d'horaire pour les chargements et déchargements.*

***Art. 3** : d'émettre un avis **favorable** sur l'itinéraire présenté.*

***Art. 4** : de transmettre la présente délibération au Fonctionnaire Technique et au Fonctionnaire Délégué pour la suite de l'instruction de la demande de permis unique introduit par la S.A. Sambre Sud Potato. » ;*

Vu l'avis **favorable** de l'instance Agence wallonne du Patrimoine - Direction opérationnelle de la zone ouest, envoyé le **24/01/2023**, rédigé comme suit :

« En réponse à votre demande d'avis mieux identifiée sous objet, datée du 10/01/2023 et réceptionnée par l'Agence wallonne du Patrimoine (ci-après : « l'AWaP ») le 11/01/2023 ;

Vu le Code wallon du Patrimoine (ci-après : « le CoPat ») ;

Vu le Code du Développement Territorial, l'article D.IV.35, alinéa 3 ;

Vu le dossier de demande de permis d'urbanisme ;

Considérant que le bien n'est pas repris à l'Inventaire régional du patrimoine ;

Considérant que la demande n'impacte pas les caractéristiques patrimoniales du bien ;

Considérant que le projet porte sur un bien visé par la carte archéologique ;

Considérant que le projet n'impacte pas le sol ou le sous-sol archéologique ;

Au regard de l'ensemble des motifs précités, l'AWaP remet un avis simple favorable concernant ta demande mieux identifiée sous objet.

Par ailleurs, en cas de découverte d'un bien ou d'un site archéologique dans le cadre de la mise en œuvre du permis, une déclaration de découverte fortuite doit être adressée à la commune et l'AWaP dans un délai de trois jours ouvrables à dater de la découverte fortuite conformément à l'article 40 du CoPat.

Vu l'avis **favorable** de l'instance SPW ARNE - DEE - Direction de la Prévention des Pollutions - Cellule bruit, envoyé le **27/01/2023**, rédigé comme suit :

« 1. Examen de la demande

La demande concerne la remise d'un avis relatif à l'extension d'un établissement de stockage de pommes de terre par l'adjonction d'un nouveau hangar.

Pour assurer la conservation des pommes de terre, la température et l'humidité intérieures des hangars doivent être contrôlées, ce qui se déroule via la maitrise de leur ventilation. Les prises et rejet d'air se trouvent en façade et en toiture.

Le projet prévoit, outre la construction d'un nouveau hangar, la modification de l'implantation de certaines aspirations d'air et l'installation d'un nouveau système de production de froid à base d'ammoniac.

2. Normes de niveaux sonores

2.1. Normes applicables

Les limites de bruit applicables sont celles du tableau 1 de l'arrêté du gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

L'établissement se situe en zone d'activité économique à caractère industriel au plan de secteur.

Les normes à respecter, dans un intervalle de 500 mètres autour de la zone d'activité économique industrielle, sont donc de 55 dB(A) la journée, 50 dB(A) en période de transition et le dimanche, et 45 dB(A) la nuit.

2.2. Etude acoustique et analyse du projet

Selon le formulaire de demande de permis, les installations d'aération et de production de froid sont susceptibles de fonctionner tous les jours entre 6h et 22h, du 15 septembre au 15 novembre et du 1er avril au 31 juillet, soit pendant toutes les périodes des conditions générales.

Le dossier de demande comporte une étude acoustique, datée du 22 juin 2021 et référencée BEL000298, réalisée par le bureau CSD, agréé en matière de bruit.

Celle-ci fait dans un premier temps référence à une étude antérieure, réalisée en 2019, évaluant le respect par l'établissement dans sa configuration actuelle des valeurs limites de niveaux de bruit au droit du point PM1 situé au nord-ouest du site. Ainsi, le niveau de bruit particulier maximum atteint était de 39.9 dBA, pénalité de 5 dB pour présence de bruit à caractère tonal comprise.

L'établissement dans sa configuration actuelle respecte donc les valeurs limites pour toutes les périodes.

Ensuite, l'auteur d'étude modélise le projet faisant l'objet de la présente demande et calcule son bruit particulier selon que la température extérieure soit inférieure ou supérieure à 8 °C. En effet, dans le premier cas, le système de production de froid sera à l'arrêt, les ventilateurs fonctionneront et les trappes de ventilation situées sur les côtés extérieurs ou en toiture seront ouvertes. Dans le second cas, le système de production de froid, les compresseurs, les ventilateurs et les condenseurs fonctionneront, tandis que les trappes de ventilation situées sur les côtés extérieurs ou en toiture seront fermées.

Lorsque la température est inférieure à 8°C, le niveau de bruit particulier calculé au droit du point PM1 est de 30.9 dBA, pénalité de 5 dB pour présence de bruit à caractère tonal comprise. Les valeurs limites sont donc respectées pour toutes les périodes.

Lorsque la température est supérieure à 8°C, le niveau de bruit particulier calculé au droit du point PM1 est de 25.7 dBA, pénalité de 5 dB pour présence de bruit à caractère tonal comprise. Les valeurs limites sont donc respectées pour toutes les périodes.

En outre, les cartes des isophones figurant dans l'étude montrent que les valeurs limites seront également respectées au niveau de toutes les habitations situées autour de l'établissement.

2.3. Conclusions

Les valeurs limites des niveaux de bruit figurant dans les conditions générales de l'arrêté du gouvernement wallon du 4 juillet 2002 devraient être respectées pendant toutes les périodes (jour, transition et nuit) et pour les différents scenarios étudiés.

3. Avis

La cellule bruit émet un avis favorable.

4. Annexes

4.1. Visas spécifiques de l'instance relatifs au projet

Vu l'avis favorable remis par la cellule bruit en date du ... ;

4.2. Motivation sous forme de considérants

Considérant que les limites de bruit applicables sont celles du tableau 1 de l'arrêté du gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ; que l'établissement se situe en zone d'activité économique à caractère industriel au plan de secteur ; que selon le formulaire de demande de permis, les installations d'aération et de production de froid sont susceptibles de fonctionner tous les jours entre 6h et 22h, du 15 septembre au 15 novembre et du 1er avril au 31 juillet, soit pendant toutes les périodes des conditions générales ; que les normes à respecter, dans un intervalle de 500 mètres autour de la zone d'activité économique industrielle, sont donc de 55 dB(A) la journée, 50 dB(A) en période de transition et le dimanche, et 45 dB(A) la nuit ;

Considérant que le dossier de demande comporte une étude acoustique, datée du 22 juin 2021 et référencée BEL000298, réalisée par le bureau CSD, agréé en matière de bruit ;

Considérant qu'une étude antérieure, réalisée en 2019, évalue à 39.9 dBA, pénalité de 5 dB pour présence de bruit à caractère tonal comprise le bruit particulier de l'établissement dans sa configuration actuelle au droit du point PM1 sis au nord-ouest du site ; que l'établissement dans sa configuration actuelle respecte donc les valeurs limites pour toutes les périodes ;

Considérant que l'auteur d'étude modélise le projet faisant l'objet de la présente demande et calcule son bruit particulier selon que la température extérieure soit inférieure ou supérieure à 8 °C ; qu'il considère que dans le premier cas, le système de production de froid est à l'arrêt, les ventilateurs fonctionnent et les trappes de ventilation situées sur les côtés extérieurs ou en toiture sont ouvertes et que dans le second cas, le système de production de froid, les compresseurs, les ventilateurs et les condenseurs fonctionnent, tandis que les trappes de ventilation situées sur les côtés extérieurs ou en toiture sont fermées ;

Considérant qu'ainsi lorsque la température est inférieure à 8°C, le niveau de bruit particulier calculé au droit du point PM1 est de 30.9 dBA, pénalité de 5 dB pour présence de bruit à caractère tonal comprise ; que lorsque la température est supérieure à 8°C, le niveau de bruit particulier calculé au droit du point PM1 est de 25.7 dBA, pénalité de 5 dB pour présence de bruit à caractère tonal comprise ;

Considérant que les cartes des isophones figurant dans l'étude montrent que les valeurs limites seront également respectées au niveau de toutes les habitations situées autour de l'établissement pour toutes les périodes et pour les deux scenarios ; » ;

Vu l'avis **favorable** de l'instance SPW TLPE - DATU - Direction juridique, des Recours et du Contentieux, envoyé hors délai le **27/03/2023**, rédigé comme suit :

- ***Localisation et objet du projet***

Le présent projet consiste en la construction d'un nouveau hangar de stockage de pommes de terre, l'exploitation d'une installation de production de froid avec ammoniac, et un générateur pour la production et le maintien d'un niveau d'éthylène pour empêcher la germination, Espace Européen d'entreprises 1 à 6560 Erquelinnes, sur la parcelle cadastrée ERQUELINNES 2 DIV SECTION B N°182 S 2

La présente demande concerne l'extension des infrastructures existantes vers le nord-ouest via la construction d'un nouveau hangar de stockage ; la mise en œuvre d'une nouvelle installation de production de froid afin d'optimiser les conditions de conservation ainsi que de garantir la qualité des pommes de terre stockées (via ventilateur et générateur Restrain B200).

Les eaux de pluie s'écoulent vers une citerne de 20000L et ensuite vers un bassin d'orage existant. Les caractéristiques du bassin d'orage ne sont pas détaillées. En particulier, il n'est pas indiqué que le bassin d'orage est étanche – ou non, et la façon dont le trop-plein s'évacue. L'utilisation de l'eau de pluie dans les citernes n'est pas non-plus détaillée : il n'est pas possible d'évaluer si la capacité du bassin d'orage permet d'absorber le volume d'eau supplémentaire induit par l'ajout d'un bâtiment et d'une citerne.

La parcelle visée par la demande est située en dehors de tout axe de ruissellement concentré, de tout périmètre d'aléa d'inondation suivant la cartographie en vigueur, de tout périmètre de contrainte karstique, de contraintes liées au risque d'éboulements de parois rocheuses, ou de zone de consultation de la DRIGM d'après la cartographie en vigueur.

- ***Analyse du risque karstique***

  - ***Situation du projet et karst***

La consultation de la cartographie des périmètres de contraintes karstiques montre que le projet est situé en dehors de toute zone de contrainte (figure 1). L'atlas du karst recense des bancs calcaires sous-couverture dans le sous-sol du projet (figure 1).

Figure 3: situation approximative du projet (en bleu cerclé de bleu), périmètres de contraintes karstiques (en orange), calcaire du dévonien (en mauve) et phénomènes karstiques (symboles ponctuels et linéaires) (SPW via WalOnMap, 2023)

Le phénomène suivant est localisé à proximité du projet :

Erquelinnes PZ3 => Solre sur Sambre P1 (~300m) : Traçage entre un piézomètre et un puits de production à Solre-sur-Sambre, par la société Ecofox dans le cadre des zones de prévention autour des captages. Traçage le 13/11/1995 à l'aide de 3 kg de Naphitonate. Distance à vol d'oiseau entre les deux puits = 114 m. Relation reconnue par le traçage (temps pour la première arrivée du traceur = 1,25 h).

Les autres phénomènes recensés à l'atlas sont tous situés à plus d'1km du projet.

L'examen des données historiques, des photographies aériennes depuis 1971 ne permet pas d'identifier de signes de phénomènes karstiques sur ou à proximité immédiate du projet.

• ***Conclusion et recommandations***

Le risque karstique nous parait donc faible à cet endroit bien qu'il ne puisse complétement être écarté. La CAE estime donc que le projet peut être autorisé en l'état.

La CAE recommande néanmoins de s'assurer qu'aucun rejet d'eau ne s'infiltre de façon concentrée sur la parcelle. Une attention particulière sera donc portée au système d'évacuation d'eau et au bassin d'orage qui devraient idéalement être étanches.

• ***Position de la CAE quant au risque***

Vu l'article D.IV.57, 3°, du CoDT qui dispose que :

« Le permis peut être soit refusé, soit subordonné à des conditions particulières de protection des personnes, des biens ou de l'environnement lorsque les actes ou travaux se rapportent à :

(...)

3° des biens immobiliers exposés à un risque naturel ou à une contrainte géotechnique majeurs tels que l'inondation comprise dans les zones soumises à l'aléa inondation au sens de l'article D.53 du Code de l'eau, l'éboulement d'une paroi rocheuse, le glissement de terrain, le karst, les affaissements miniers, affaissements dus à des travaux ou ouvrages de mines, minières de fer ou cavités souterraines ou le risque sismique ;

(...). »

Vu la situation du projet au regard de la carte d'aléa d'inondation en vigueur ;

Considérant la situation du projet au regard de la carte des axes de ruissellement, des contraintes karstiques, des contraintes liées au risque d'éboulements de parois rocheuses et des zones de consultation de la DRIGM ;

Considérant la nature du projet ;

Considérant la situation topographique du projet ;

Considérant la situation hydrologique du projet ;

Considérant qu'une circulation d'eau souterraine a été établie à moins d'1km du projet.

Considérant que l'examen des données historiques, des photographies aériennes depuis 1971 ne permet pas d'identifier de signes de phénomènes karstiques sur ou à proximité immédiate du projet ;

Sous l'angle des aspects strictement techniques liés à l'application de l'article D.IV.57 du CoDT précité, sur base des informations transmises à l'appui de la demande d'avis, la Cellule Aménagement-Environnement est ***favorable*** *au projet sans étude/mesure particulière.*

La CAE se permet néanmoins de recommander au demandeur et à l'autorité administrative de s'assurer qu'aucun rejet d'eau ne s'infiltre de façon concentrée sur la parcelle. Une attention

particulière sera donc portée au système d'évacuation d'eau et au bassin d'orage qui devraient idéalement être étanches. » ;

Vu l'avis **favorable sous conditions** de l'instance SWDE - Société wallonne des eaux, envoyé le **17/01/2023**, rédigé comme suit :

« Le projet se trouve à environ 250 mètres de notre prise d'eau d'ERQUELINNES - "Solre-Sur-Sambre P1" -, à l'intérieur du périmètre de la zone de prévention éloignée IIB (Arrêté Ministériel du 25/09/2002 publié au Moniteur belge 24/10/2002). Le projet pourrait représenter un risque direct pour celle-ci.

En conséquence, les mesures prévues dans les articles R 164 et suivants de la partie réglementaire Livre II du Code de l'Environnement contenant le code de l'eau sont d'application.

En particulier :

[reprises au présent dispositif]

Compte tenu de la situation du projet en zone de prévention éloignée, les dispositions suivantes seront impérativement respectées sur le chantier et lors de l'exécution des travaux :

[reprises au présent dispositif] » ;

Vu l'avis **favorable sous conditions** de l'instance SPW ARNE - DEE - Direction des Eaux Souterraines de Namur, envoyé le **01/02/2023**, rédigé comme suit :

« Votre courrier du 10 janvier 2023, dont objet sous rubrique, a retenu toute notre meilleure attention.

En réponse à ce dernier, je vous prie de trouver ci-dessous l'avis de la Direction des Eaux Souterraines (DESo) du Département de l'Environnement et de l'Eau.

La raison de notre consultation est liée à la situation du projet dont question en objet à l'intérieur d'une zone de prévention éloignée arrêtée de l'ouvrage de prise d'eau souterraine dénommé SOLRE-SUR-SAMBRE P1 - BRINGUETTE (AGW du 25 septembre 2002 – M.B. du 24 octobre 2002) et exploité par la SWDE.

Le point central du projet est situé à approximativement 350 mètres au Nord de ladite prise d'eau.

Il en résulte que les mesures de protection en zone de prévention éloignée des articles R.168. et R.170. de la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, s'appliquent aux installations et aux dépôts du projet dont question.

A l'analyse du présent dossier de demande de permis, les dépôts et les installations dudit projet, semblent respecter les dispositions de ces différents articles.

De plus, il est à noter que le projet est implanté au droit :

• de calcaires du Givetien (Dévonien moyen – Formation géologique du Mont d'Haurs (MHR), non karstifiés et non situés en zone de contraintes karstiques ;

• de la masse d'eau souterraine Calcaires et grès dévoniens du bassin de la Sambre (BERWM022).

En conséquence afin de favoriser la réalimentation de la nappe aquifère des calcaires en présence et de maintenir le bon état quantitatif de la masse d'eau souterraine concernée, il y a lieu de privilégier l'infiltration dans le sol des eaux pluviales de toitures des bâtiments (existants et projeté), sis en régime d'assainissement autonome au PASH, en application de l'article R.279. § 2 de la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau. Le déversement de celles-ci dans un bassin d'orage avant d'être déversées dans l'égout en voirie, tel que prévu dans la demande de permis, est donc à proscrire.

En conséquence, compte tenu des éléments susvisés, la Direction des Eaux Souterraines du Département de l'Environnement et de l'Eau remet un avis favorable envers le projet aux conditions suivantes :

[reprises au présent dispositif] » ;

Vu l'avis **favorable sous conditions** de l'instance SPW ARNE - DEE - Direction des Risques industriels, géologiques et miniers, envoyé le **13/02/2023**, rédigé comme suit :

« 1. Examen de la demande

1.1. Description du projet.

Le demandeur, la société 'Sambre sud potato', sollicite une extension de permis unique pour l'implantation et l'exploitation d'un site actif dans le stockage de pommes de terre réfrigérées.

Note importante : la cellule RAM est consultée en ce qui concerne le stockage (DS9) et l'installation d'ammoniac (la capacité de celle-ci approchant les 2 tonnes).

Le site se situe à Erquelinnes. Les riverains les plus proches se situent à environ 490 mètres du stockage d'ammoniac (DS9) ; Les entreprises les plus proches s'en situent à environ 130 mètres.

1.2. Classement au regard de la directive Seveso (2012/18/CE).

L'établissement n'est pas classé « SEVESO ».

1.3. Description générale des installations.

Le projet actuel consiste entre autres principalement construire un nouveau hall de stockage pour pomme de terre réfrigérées (B5). Ceci implique les réalisations suivantes :

De nouveaux locaux techniques de production de froid sont créés (i9 sous B3) ;

Une nouvelle cuve d'ammoniac (DS9 sous B3) de près de 2.000 kg est ajoutée.

1.4. Substances dangereuses.

La principale substance dangereuse identifiée dans ce projet est :

L'ammoniac NH_3, classé H221 (gaz inflammable), H314 (provoque de graves brûlures de la peau et des lésions oculaires), H331 (toxique par inhalation), H400 (très toxique pour les organismes aquatiques).

1.5. Situations dangereuses.

La situation dangereuse identifiée est :

Fuite d'ammoniac hors de la boucle de réfrigération.

1.6. Analyse de la sûreté des installations.

1.6.1. Fuite d'ammoniac hors de la boucle de réfrigération.

L'ammoniac à l'état libre, est un gaz léger. Il est susceptible d'être liquéfié puis vaporisé afin de donner son effet frigorifique dans les installations de réfrigération.

L'ammoniac est inflammable, dangereux pour l'environnement et toxique. Il possède une odeur piquante prononcée.

L'ammoniac est utilisé dans les installations de production de froid suivant le cycle thermodynamique classique.

Sur site, au niveau du local de production de froid industriel B3, il y aura un stockage (DS9) sous pression de NH_3 en bâtiment et sous rétention (à noter que la capacité de cette rétention devra être suffisante pour recueillir un volume maximum correspondant au volume occupé par maximum 2 tonnes d'ammoniac). On considèrera donc pour la suite de l'analyse une quantité maximale de 2.000 kg (cuve de stockage), sous une température de 20 ° C et à la pression d'équilibre.

Suite à une modélisation de la portée des effets toxiques sous le logiciel PHAST, nous obtenons les résultats suivants :

En ce qui concerne le stockage de 2.000 kg de NH_3, les distances d'effet toxique pour l'homme ($ERPG_2$) atteignent une portée de l'ordre de 500 m à 600 m ;

La zone habitable la plus proche se trouve à environ 490 mètres de la zone de production de froid utilisant l'ammoniac ; on ne peut donc pas accepter le risque sur base de sa portée d'effet.

Considérant que le risque ne peut être acceptable sur base de la portée d'effet, il conviendra de diminuer la fréquence de survenance d'un accident à un niveau très bas.

Les installations sont/seront conçues et installées suivant les normes de sécurité en cours.

Les équipements principaux des installations (salles des machines du NH_3) devront être établis dans des locaux au minimum REI60, pourvus de ventilation mécanique de type ATEX, et équipés d'une détection (la norme $ERPG_2$ est de l'ordre de 195 ppm). Cette détection sera reprise sur la centrale générale de détection incendie du site.

Le respect des conditions particulières en annexe (Section 3.1), à notre avis, assure la maîtrise du risque 'ammoniac'.

1.7. Urbanisme

L'emplacement du projet est situé dans une zone où la probabilité d'observer un effet dangereux dû à un site SEVESO est inférieure à 10^{-6}/an.

L'avis de la cellule RAM en matière d'urbanisme est dès lors favorable sur base des données en notre possession et au regard des principes directeurs et des valeurs de référence applicables en Région wallonne en matière d'avis relatif à la prise en compte du risque industriel majeur, tels qu'approuvés par le Gouvernement wallon en dates du 22 décembre 2005 et du 14 décembre 2006.

1.8. Sous-sol

Le périmètre se situe au-dessus de roches carbonatées (calcaires, craies, dolomies...) proches de la surface. Leur partie supérieure a été altérée ou dissoute par les eaux infiltrées au cours de l'histoire géologique. Ce processus a donné naissance à différents phénomènes dits « karstiques ». Ceux-ci vont de l'altération plus ou moins profonde de la roche en place (perte de résistance) à la présence de cavités (grottes, conduits), en passant par la présence de poches de dissolution renfermant des matériaux meubles insolubles (argiles, sables, limons), avec une déformation en creux et bosses de la surface de la roche. Ces roches sont en outre fréquemment fracturées naturellement, facilitant ainsi la circulation des eaux.

Dans le cas présent, il s'agit des calcaires de la Formation de Fromelennes au niveau de la pointe sud du périmètre, de la Formation de Mont d'Haurs, pour les deux tiers sud du périmètre, hormis cette pointe, de la Formation de Terres d'Haurs pour le tiers nord, hormis la pointe nord qui est sur les calcaires de la Formation de Trois Fontaines. Ces calcaires sont recouverts de limons.

Aucun phénomène karstique connu n'est recensé à proximité à l'Atlas du Karst wallon. Cela n'exclut pas l'existence de phénomènes non signalés ou qui ne se sont pas manifestés en surface. Il existe, en outre, à l'ouest du projet, des dépôts d'anciens alluvions de la Sambre, qui peuvent être l'indice d'une karstification marquée.

Des mouvements de terrain plus ou moins importants sont toujours susceptibles de se produire dans un tel contexte, suite à une évolution naturelle ou aux effets de l'activité humaine (présence d'un immeuble, par exemple).

La majorité des cas connus est liée à des infiltrations localisées. Celles-ci peuvent être importantes et soudaines ou limitées mais de longue durée. Leur origine peut être naturelle ou liée à l'activité humaine et à l'urbanisation. Elles entraînent les terrains meubles de surface ou ceux des poches de dissolution dans les fractures et les vides du massif rocheux. Ces déplacements de matériaux meubles peuvent générer, en surface, des affaissements ou des effondrements plus ou moins importants (cas connus avec des portées de vides plurimétriques).

Certains désordres (fissures, basculement) peuvent survenir par suite d'un tassement différentiel entre la roche saine, incompressible, et la roche altérée ou le remplissage meuble de poches et de creux, plus sensibles au tassement. Il est provoqué par une surcharge sur le

terrain (présence d'un immeuble) ou par une variation de la teneur en eau et donc du volume des matériaux meubles (« retrait/gonflement »). La teneur en eau varie en fonction des conditions climatiques, du niveau de la nappe phréatique ou par suite d'infiltrations.

L'éboulement du toit d'une cavité au sein des calcaires peut progresser plus ou moins rapidement vers la surface, jusqu'à la percer. Il en résulte un affaissement ou un effondrement soudain (« fontis »), sur une surface de 1 à 10 m de diamètre pour quelques décimètres à plus de 10 m de profondeur.

La maîtrise des risques de mouvements de terrain dans ce type de contexte passe par une reconnaissance soignée des caractéristiques géologiques et géotechniques des terrains, par une conception adaptée des fondations et des assises et par une gestion des infiltrations d'eau, accidentelles ou programmées.

Notre avis est favorable aux conditions générales suivantes :

1° les circuits d'adduction d'eau et d'évacuation des eaux usées et pluviales, y compris celles des surfaces imperméabilisées (terrasses, parkings, aires de chargement ou de stockage, ...), sont conçus de manière à être et à rester étanches en cas de mouvements de terrain. Il en est de même pour les réservoirs de tous types, enfouis ou hors sol (citernes, fosses septiques, bassins, mares, étangs d'ornement, cuves de récupération d'eau de pluie, piscines, ...). Le trop-plein de ces réservoirs est raccordé aux circuits d'évacuation d'eaux usées ou de pluie, selon le cas ;

2° les réseaux d'épandage diffus sont conçus de manière à prendre en compte le risque de mouvements de terrain pouvant toucher les immeubles, infrastructures et impétrants ;

3° les fondations et assises à établir sont conçues de manière à prendre en compte la présence de zones altérées et à parer aux tassements différentiels et aux mouvements de retrait/gonflement du sol, au besoin sur base des résultats d'essais de sols préalables.

2. Avis

L'avis sur la demande de permis introduite par la société 'Sambre sud potato' pour une extension d'autorisation d'exploiter est favorable moyennant le respect des conditions particulières suivantes :

3. Conditions particulières d'exploitation.

[reprises au présent dispositif]

4. Annexe

4.1. Visas spécifiques de l'instance relatifs au projet

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu l'avis de la cellule RAM

4.2. Motivation sous forme de considérants

Considérant que les risques analysés ne sont pas totalement maîtrisés et qu'il y a lieu de renforcer la sécurité par les conditions d'exploiter ci-après ;

Vu l'avis **favorable sous conditions** de l'instance Zone de Secours Hainaut-est, envoyé hors délai le **28/02/2023** joint en annexe 1 ;

Vu la demande d'avis adressée à l'instance Agence Wallonne de l'Air et du Climat en date du **10/01/2023**, restée sans réponse à la date du présent arrêté – réputé favorable ;

Vu la demande d'avis adressée à l'instance SPW ARNE - Direction de Mons du Département de la Nature et des Forêts en date du **10/01/2023**, restée sans réponse à la date du présent arrêté – réputé favorable ;

Considérant que la demande a fait l'objet d'une première analyse de la part du Fonctionnaire délégué qui a sollicité la production de plans modificatifs ; que son avis transmis au Fonctionnaire technique en date du 05/05/2023 était, pour rappel, motivé comme suit :

« Considérant que les travaux projetés se situant en zone d'activité économique industrielle, il convient d'examiner le projet au regard du prescrit de l'article D.II.30 du Code du Développement Territorial, prescrivant notamment ce qui suit :

Art. D.II.30 - De la zone d'activité économique industrielle

« La zone d'activité économique industrielle est destinée aux activités à caractère industriel liées à un processus de transformation de matières premières ou semi-finies, de conditionnement, de stockage, de logistique ou de distribution. Elles peuvent s'exercer sur plusieurs sites d'activité.

Y sont admises les entreprises de services qui leur sont auxiliaires ainsi que les activités économiques qui ne sont pas à caractère industriel et qui doivent être isolées pour des raisons d'intégration urbanistique, de mobilité, de sécurité ou de protection environnementale. La vente au détail y est exclue sauf lorsqu'elle constitue l'accessoire d'une activité économique visée aux alinéas 1er et 2.

Peuvent être autorisés pour une durée limitée :

1° dans les zones d'activité économique industrielle, les dépôts de déchets inertes ;

2° dans les zones d'activité économique industrielle situées le long des voies d'eau navigables, les dépôts de boue de dragage. »

Considérant que s'agissant de l'extension d'une activité de stockage de pommes de terre existante et autorisée, le projet est conforme à la destination de la zone précitée ; que s'agissant de la transformation d'une matière première (de pommes de terre) dans un processus à caractère industriel, l'activité est conforme aux conditions de l'article D.II.30 précité ;

Considérant, que sur le plan urbanistique, la demande porte sur la construction d'un nouveau hangar de stockage (B5) de 4316m² qui vient s'accoler à la façade latérale gauche de

l'ensemble bâti existant ; qu'il s'implante à 2m50 de la limite mitoyenne gauche, 19m73 de la limite arrière et 21m34 de la limite avant et qu'il mesure environ 138m de long sur 31m de large ; que la toiture projetée à 2 pans est similaire aux toitures des volumes existants (pente de 17°) ; que les matériaux d'élévations projetés sont identiques à ceux utilisés sur les volumes existants ;

Considérant qu'au regard des remarques formulées lors de l'enquête publique et de l'avis du Collège communal de Merbes-le-Château du 09/02/2023, il y a lieu de préciser que, dès lors qu'il n'existe aucun PV d'infraction sur le bien objet de la présente extension, l'article D.VII.18 du CoDT ne trouve pas à s'appliquer ;

Considérant, toutefois, que le bâtiment existant à étendre n'a pas été réalisé conformément au permis d'urbanisme délivré ; que l'objet de la présente demande ne porte pas sur la régularisation du bâtiment existant ; que selon une jurisprudence constante du Conseil d'État, la transformation ou l'extension d'une construction non régulière ne saurait être envisagée dès lors qu'elle forme avec cette dernière une « unité fonctionnelle » ;

Considérant que, dans ces conditions, il y a lieu pour le demandeur, conformément aux modalités prévues à l'article 93 du décret relatif au permis d'environnement, de fournir des plans modificatifs afin d'intégrer à la présente demande, une demande de régularisation pour le bâtiment existant ;

A ce stade, sollicite des plans modificatifs adaptant le projet au regard des remarques précitées. »

Considérant que, conformément aux modalités prévues à l'article 93 du décret relatif au permis d'environnement, la procédure d'instruction de la demande a été interrompue en date du 10/05/2023 par l'envoi d'un courrier des Fonctionnaire technique et délégué demandant à l'exploitant de fournir des plans modificatifs ainsi qu'un complément corollaire de notice d'évaluation des incidences sur l'environnement afin d'intégrer à la présente demande, une demande de régularisation pour le bâtiment existant ;

Seconde partie - Introduction de plans modificatifs

Vu la production de plans modificatifs et d'un complément corollaire de notice d'évaluation des incidences sur l'environnement envoyés en date du 12/09/2023 ;

Vu le procès-verbal de la séance de clôture de l'enquête publique - faisant suite à la production de plans modificatifs et d'un complément corollaire de notice d'évaluation des incidences sur l'environnement - qui s'est déroulée du **04/10/2023** au **19/10/2023** sur le territoire de la Commune de Merbes-le-Château, duquel il résulte que la demande a fait l'objet d'oppositions ou observations ;

Vu la synthèse des réclamations qui est la suivante :

1. *Nous prenons acte de ce qu'une (1) observation orale a été adressée à l'Administration communale pendant la durée de l'enquête précitée.*

2. *Nous prenons acte de ce que les 36 observations écrites ci-annexées et reprises ci-après sont parvenues à l'Administration communale pendant la durée de l'enquête précitée.*

Vu l'avis du Collège communal de la Commune de Merbes-le-Château - faisant suite à la production de plans modificatifs et d'un complément corollaire de notice d'évaluation des incidences sur l'environnement - envoyé le 23/10/2023, rédigé comme suit :

« Considérant la demande introduite par Sambre Sud Potato SA Meulebekestraat 105 Bte B à 8740 PITTEM visant la construction d'un nouveau hangar de stockage de pommes de terre, exploitation d'une installation de production de froid avec ammoniac et générateur pour la production et le maintien d'un niveau d'éthylène pour empêcher la germination sis Espace Européen d'Entreprise n°1 à 6560 ERQUELINNES déclarée complète et recevable par le SPW DPA en date du 10 janvier 2023 ;

Considérant le dépôt de plans modificatifs et d'un complément corollaire de notice d'évaluation des incidences sur l'environnement en cours d'instruction, la demande est déclarée recevable par le SPW DPA en date du 25 septembre 2023 ;

Considérant que l'autorité compétente a jugé que la notice d'évaluation des incidences environnementales, les plans et les autres documents constitutifs du dossier synthétisaient suffisamment les principaux paramètres écologiques du projet sur l'environnement, que le dossier de demande ne devait pas comprendre une étude d'incidence environnementale ;

Considérant que, dès lors que le projet est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement, une étude des incidences environnementales aurait dû être réalisée de même qu'une réunion d'information préalable pour permettre au public de s'informer et d'émettre ses observations et suggestions sur le projet ;

Considérant que l'administration communale de Merbes-le-Château, à sa demande, n'a obtenu qu'une version numérique du dossier soumis à enquête par la commune voisine, qu'il en a été de même pour le complément de dossier ;

Considérant que, selon le plan de secteur de Thuin-Chimay adopté par A.R. du 10 septembre 1979, le projet se situe en zone d'activité économique industrielle ;

Considérant qu'une enquête publique a été organisée sur le territoire de Merbes-le-Château, conformément à l'Art. D29 du Code de l'Environnement du 21 janvier au 6 février 2023, que celle-ci a fait l'objet d'un PV de clôture dont le résultat est :

- *34 oppositions dont une pétition ayant fait l'objet de 258 signatures ;*

Considérant que suite au dépôt du complément de dossier, une seconde enquête publique a été organisée sur le territoire de Merbes-le-Château, conformément à l'Art. D29 du Code de l'Environnement du 4 octobre au 19 octobre 2023, que celle-ci a fait l'objet d'un PV de clôture dont le résultat est :

- *37 oppositions ;*

Considérant que le complément apporté et visé par la seconde enquête publique ne peut être considéré comme plan modificatif ni même corollaire de notice d'évaluation des incidences mais s'apparente plutôt à une note explicative servant à justifier les infractions commises par le demandeur, qu'il n'y a donc pas de modification de l'objet de la demande et que le délai d'instruction est donc arrivé à son terme depuis le 11 mai 2023 et que la demande est censée refusée ;

Considérant que l'implantation infractionnelle du bâtiment selon une rotation de 180° par rapport au plan autorisé par le permis initial, est justifiée, sans aucune analyse des incidences, comme suit :

- *inversion entre le hangar de stockage et le hangar de chargement « ...pour des raisons ergonomiques, de manière à optimiser et faciliter le transport ...»*
- *« il était opportun de veiller à ce que la position de ce bâtiment soit centrale après extension »*

Que la conception d'un tel projet nécessite ces réflexions de manière préalables et anticipables, qu'il y a donc lieu de s'interroger sur la bonne foi du demandeur qui a instruit sa demande initiale en minimisant les nuisances de son projet ;

Considérant les nuisances sonores occasionnées jour et nuit par les ventilateurs sur des périodes largement étendues, les hivers étant de moins en moins froids ;

Considérant que le non-respect d'un plan est visible, que les nuisances sonores sont bien audibles alors que le non-respect des conditions environnementales est bien plus occulte générant un sentiment de méfiance ;

Considérant qu'il serait dès lors pertinent de faire contrôler le respect des conditions d'exploitation avant d'autoriser une extension ;

Considérant que le dossier de demande n'analyse pas l'impact environnemental de l'éthylène dans l'atmosphère, que ce gaz agit comme phytohormone sur la croissance des plantes et qu'il y a lieu de s'informer sur les conséquences de ces rejets vers la réserve naturelle de Labuissière située à moins de 100 mètres du projet ;

Considérant qu'en matière d'environnement, il est pertinent d'avoir une approche systémique, que la production et synthèse de l'éthylène (origine fossile – pétrolière) est à considérer de même que les méthodes culturales des pommes de terre pour lesquelles il convient de favoriser une agriculture de type familiale plutôt qu'industrielle ;

Considérant qu'il y a lieu de prendre toutes les mesures qui s'imposent pour la sécurité environnementale avec l'emploi de substances telles que l'ammoniac à proximité immédiate de la Sambre et de la réserve naturelle, qu'au vu du climat de méfiance général, et s'il fallait encore le répéter, des contrôles fréquents devront être menés ;

Considérant que, malgré la conformité du projet au plan de secteur, un projet de cette envergure tant par le volume du bâti que par l'activité en termes de charrois, est impactant dans nos zones rurales ;

Considérant qu'aucune intégration paysagère n'est possible vu la dominance du bâti et qu'un tel projet n'aurait dû être autorisé sur un site repris à l'inventaire des périmètres d'intérêt paysager et des points et lignes de vue remarquables de l'ADESA;

Considérant qu'aucune alternative au trafic routier n'a été étudiée pour limiter les incidences environnementales locales et l'impact sur la sécurité et qualité de vie des riverains ;

Considérant que malgré qu'il s'agisse majoritairement de routes régionale ou provinciale, les RN 561 et RN 55 traversant le cœur du village de Merbes-le-Château (ZPU) n'ont pas le gabarit suffisant pour un tel charroi. Ce dernier entrave tout projet de sécurisation et tentative de transition vers une mobilité active. De plus, au vu des aménagements récemment réalisés sur la voirie nationale RN55 traversant Solre-sur-Sambre : pose de potelets de balisage verts délimitant les zones de stationnement latérales, l'itinéraire suggéré n'est pas respecté, renvoyant donc tout le trafic par le village de Merbes et empruntant notamment les routes communales suivantes : rue Dorlot, rue du gros Rouloy. Que ce trafic incessant dégrade nos voiries communales ;

Considérant que la commune de Merbes-le-Château réclame depuis des années la construction du tronçon manquant de la RN 54 qui permettrait d'alléger le trafic en son cœur de village, que ce projet permettrait de soulager les riverains largement impactés par un trafic trop lourd pour une commune rurale ;

Considérant que dans les objectifs stratégiques de son PST, la commune de Merbes-le-Château s'est engagée à défendre l'environnement, être soucieuse de l'aménagement de son territoire et du bien vivre de ses citoyens. Qu'un tel projet à un impact négatif sur ces trois objectifs sans aucune contrepartie positive ni en termes d'emploi ni aucune retombée pour la commune ;

Décide :

Article 1er : *de remettre un avis* ***DEFAVORABLE*** *au projet de régularisation des hangars existant et de construction d'un nouveau hangar de stockage de pommes de terre, exploitation d'une installation de production de froid avec ammoniac et générateur pour la production et le maintien d'un niveau d'éthylène pour empêcher la germination par Sambre Sud Potato Meulebekestraat 105B à 8740 PITTEM.*

Art.2 : *de transmettre cet avis à Messieurs les Fonctionnaires technique et délégué – autorité compétente pour statuer sur cette demande– et de leur demander :*

- de reconsidérer le caractère complet et recevable de cette demande ne comprenant pas de plan modificatif ni même corollaire de notice d'évaluation des incidences mais s'apparentant plutôt à une note explicative servant à justifier les infractions commises par le demandeur. » ;

Vu l'avis du Collège communal de la Commune d'Erquelinnes - faisant suite à la production de plans modificatifs et d'un complément corollaire de notice d'évaluation des incidences sur l'environnement - envoyé par mail le 30/10/2023 , rédigé comme suit :

« Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Vu le Code de l'Environnement;

Vu le Décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu le Code du Développement Territorial ;

Vu la décision de refus du Fonctionnaire Technique et du Fonctionnaire Délégué d'octroyer le permis unique à la S.P.R.L. Vervaeke en date du 20/11/2015 portant sur l'implantation et l'exploitation de 4 hangars industriels pour le stockage de 21 000 t de pommes de terre et traitement des eaux usées domestiques dans un station d'épuration individuelle ;

Vu la décision du Ministre de l'Environnement, Monsieur Carlo Di Antonio, d'octroyer le permis d'environnement à la S.P.R.L. Vervaeke en date du 22 février 2016 portant sur l'implantation et l'exploitation de 4 hangars industriels pour le stockage de 21 000 t de pommes de terre et traitement des eaux usées domestiques dans un station d'épuration individuelle ;

Vu le formulaire de changement d'exploitant du 23 juin 2016 rédigé entre la S.P.R.L. Vervaeke à la S.A. Sambre Sud Potato ;

Vu le Règlement d'exécution de la Commission européenne du 17 juin 2019 relatif au non-renouvellement de l'approbation de la substance active «chlorprophame», conformément au règlement (CE) no 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques, et modifiant l'annexe du règlement d'exécution (UE) no 540/2011 de la Commission;

Vu le Règlement de la Commission européenne du 9 février 2021 modifiant les annexes II, III et V du règlement (CE) no 396/2005 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les limites maximales applicables aux résidus de tétrachlorure de carbone, de chlorothalonil, de chlorprophame, de diméthoate, d'éthoprophos, de fénamidone, de méthiocarbe, d'ométhoate, de propiconazole et de pymétrozine présents dans ou sur certains produits ;

Vu la décision du collège communal du 30 mars 2021 modifiant les conditions particulières du permis unique octroyé le 22 février 2016 portant sur l'implantation et l'exploitation de 4 hangars industriels pour le stockage de 21 000 t de pommes de terre et traitement des eaux usées domestiques dans une station d'épuration individuelle ;

Vu l'autorisation d'un produit phytopharmaceutique octroyé par le Service Public Fédéral de la Santé Publique, Sécurité de la Chaine Alimentaire et Environnement dénommé Restrain portant le numéro d'autorisation n°10087P/B exclusivement destiné à un usage professionnel - éthanol, min 90% d'éthylène après conversion. L'autorisation porte sur un usage en tant qu'anti-germinatif ;

Vu le procès-verbal de la séance de clôture de l'enquête publique qui s'est déroulée du 21/01/2023 au 06/02/2023 sur le territoire de la Commune d'Erquelinnes, duquel il résulte des observations et objections ;

Considérant que la demande est soumise conformément à l'Art. D29 du Code de l'environnement ;

Considérant que les 27 observations et objections réceptionnées par courriel, les 2 observations et objections formulées oralement et les 2 pétitions portent sur les thèmes suivants :

- *crainte des produits utilisés - rejets,*
- *crainte des nuisances sonores,*
- *crainte du non respect de la législation - des autorisations et des permis,*
- *situation de l'établissement actuel et projeté,*
- *crainte de l'augmentation du charroi - infrastructures de communication inadaptées,*
- *dévalorisation des biens - du cadre de vie,*
- *administration - traitement de la demande,*
- *modèle économique - modèle agricole à revoir,*
- *ne profite qu'à un certain nombre de personnes,*
- *capacités des services de secours à intervenir sur un tel établissement,*
- *mauvaise notoriété de l'entreprise;*

Considérant que la Commune d'Erquelinnes dispose d'une CCATM, que son avis est libellé comme suit :

Considérant qu'une demande de permis unique a été introduite le 26/08/2022 à l'Administration communale d'Erquelinnes par la S.A. Sambre Sud Potato portant sur la construction d'un nouveau hangar de stockage de pommes de terre, l'exploitation d'une installation de froid avec ammoniac et un générateur pour la production et le maintien d'un niveau d'éthylène pour empêcher la germination ;

Considérant que cette demande porte sur une extension ou une transformation d'activités de l'établissement, que le permis demandé porte uniquement sur cette partie ;

Considérant que la demande a fait l'objet d'un accusé incomplet par le Fonctionnaire Technique et le Fonctionnaire Délégué en date du 14/09/2022 ;

Considérant que des compléments à la demande ont été envoyés à l'Administration communale d'Erquelinnes en date du 15/12/2022 et réceptionnés le 16/12/2022 ;

Considérant que la demande fait l'objet d'un accusé complet et recevable par le Fonctionnaire technique et le Fonctionnaire Délégué en date du 10/01/2023 ;

Considérant que le projet porte sur un terrain situé à l'Espace Européen d'Entreprises à Solre-sur-Sambre et cadastré B 182 S 2 et également :

- *situé à une centaine de mètres d'un site Natura 2000, site **BE32026** - « Haute-Sambre en amont de Thuin »,*
- *dans une zone de prévention arrêtée éloignée IIb, captage n°52/1/9/001, dénommée Bringuette P1,*

- *n'est pas située en zone d'aléa d'inondation,*
- *n'est pas situé à proximité d'un établissement "Seveso" seuil ou ou seuil bas,*
- *repris à la carte archéologique de la Wallonie,*
- *en zone d'assainissement autonome, un rejet est réalisé à l'Espace Européen d'Entreprises et le second au niveau de la voirie castrée B 182 n 2. Pour ce dernier, aucun égouttage n'est repris au Plan d'Assainissement par Sous- bassin Hydrographique (PASH),*
- *n'est pas reprise à la Banque de Données de l'Etat des Sols (BDES),*
- *n'est pas situé dans une zone à forte densité de population (> 1000 habitants dans un rayon de 500 m),*
- *dans une zone d'activité économique industrielle au plan de secteur de Thuin - Chimay adopté par Arrêté royal du 10/09/1979,*
- *est repris à l'Atlas du Karst wallon - calcaire du Dévonien.*

Considérant que la Direction des Risques industriels, géologiques et miniers a remis une analyse à la société CSD Ingénieurs : "...Aucun phénomène karstique connu n'est recensé à proximité à l'Atlas du Karst wallon. Cela n'exclut pas l'existence de phénomènes non signalés ou qui ne se sont pas manifestés en surface. Des mouvements de terrain plus ou moins importants sont toujours susceptibles de se produire dans un tel contexte, suite à une évolution naturelle ou aux effets de l'activité humaine (présence d'un immeuble, par exemple)...";

Considérant le rapport de prévention de la zone de secours Hainaut-Est favorable sous conditions et reprise en annexe comprend notamment les constations et l'avis suivants :

Considérant l'attestation de bon fonctionnement d'un système de détection incendie de type centralisé émis par la S.R.L. Visualip Security en date du 19/10/2022 : "Le dispositif était en parfait état de fonctionnement le jour de la réalisation du test";

Considérant que la note du bureau d'architecte Tyberghien & Partners indique que le projet consiste en :

- *une extension de 31,45 m de large en continuité avec l'établissement existant et placée au nord-ouest de celui-ci, de 138,07 m de long pour un hauteur de 7,78 sous corniche et 12,65 à la faîte,*
- *une extension d'une zone en béton de 338 m² côté Espace Européen d'Entreprises,*
- *3 accès supplémentaires en béton côté rue Bringuette à savoir 2x148m² et 1x266m². Au dessus de la canalisation existante à l'arrière de la parcelle, le cour sera réalisé en béton. En cas de travaux à la canalisation, le propriétaire de la parcelle prendre les frais de la démolition de la dalle en béton à sa charge;*

Considérant que pour la gestion des eaux de pluies, une citerne supplémentaire de 20.000 litres est prévue. Toutes les eaux pluviales seront collectées dans un bassin d'orage de 600 m³ (calcul

réalisé pour une période de retour de 25 ans et un débit de fuite du bassin égal à 5l/s). Le volume total de stockage d'eau s'élève à 680.000 litres.

Considérant le rapport d'étude acoustique de CSD Ingénieurs Conseils S.A. expliquant le nouveau système de conservation que souhaiterait utiliser le demandeur ;

Considérant que l'étude acoustique réalisée répond à la norme e ISO 9613-2:1996 Acoustique – Atténuation du son lors de sa propagation à l'air libre, que le niveau sonore et qu'il en résulte que l'émission sonore actuelle ne dépasse pas les valeurs limites générales de niveaux de bruit applicables à un établissement classé dans "Toutes zones, lorsque le point de mesure est situé à moins de 500 m de la zone d'extraction, d'activité économique industrielle ou d'activité économique spécifique, ou, à moins de 200 m de la zone d'activité économique mixte, dans laquelle est situé l'établissement" ;

Considérant que les valeurs ont été obtenues sur base d'une étude réalisée à la rue de la Gare 97 à Solre-sur-Sambre (à approximativement 570 mètres des hangars) du 25/10/2018 au 09/11/2018 ;

Considérant que cette étude acoustique ne prend pas en compte le charroi ;

Considérant qu'avec le nouveau système de conservation et l'extension, l'orientation et le sens des émissions sonores seront modifiés. Le son émis le sera principalement vers le sud-est et variera en fonction du système de conservation (et par conséquent, variera en fonction de la température). Le système utilisé à une température supérieure à 8°C devrait émettre à un niveau sonore inférieur à celui fonctionnant en dessous de 8°C tout en restant inférieur aux valeurs limites légales ;

Considérant que l'établissement sera alors constitué de deux hangars de stockage situé de chaque côté d'un hangar central qui sert au déchargement ;

Considérant la liste de l'ensemble des installations ;

Considérant que les rejets d'eau sont dirigés vers "...la canalisation d'égout passant dans la voirie « Espace Européen d'Entreprises », laquelle rejette finalement les eaux (dont EP) dans la Sambre."

Considérant que l'annexe 6 à la demande de permis unique ;

Considérant la liste générale des dépôts ;

Considérant qu'au vu des fiches techniques des installations, il semble que l'ammoniac est utilisé comme réfrigérant mais que cela n'est pas explicite ;

Considérant que l'horaire autorisé actuel par Monsieur le Ministre Carlo di Antonio était le suivant :

*« **Article 1** - L'horaire d'exploitation est le suivant :*

Du lundi au vendredi de 6Hà22H et le samedi de 7Hà18H

La circulation nocturne est interdite sauf durant les périodes de récolte soit du 1er septembre au 30 octobre »

et que la présente demande de permis évoque un changement d'horaire à savoir :

Nature ①	Véhicule		Mouvement	
	Nombre total de mouvements	Type de véhicule ①	Fréquence	Horaire
Véhicules personnels (y compris voitures de société)	Entre 2 et 6(*)	Voiture	1/jour	06.00 et 22.00
Véhicules visiteurs	-	-	-	-
Véhicules de service	-	-	-	-
Livraisons - Enlèvements	MAXIMUM 96 (**)	Camion	1/jour	06.00 et 22.00

qu'il y aurait par conséquent un élargissement des plages horaires pour les chargements et déchargements;

Considérant que l'annexe relative à la mobilité mentionne que "En ce qui concerne le charroi lié à l'expédition, on constate que le projet entraînera une augmentation de 3 camions en plus par jour, ce qui reste marginal. En outre, le trajet passant par Solre-sur-Sambre reste le mieux adapté (par rapport à celui passant par Merbes-le-Château) vu la qualité de la voirie, son revêtement et sa largeur, et nonobstant le fait que cet itinéraire effleure la localité. Le charroi lié à la réception augmente de manière plus significative (15 camions/jour), les fournisseurs venant d'une distance oscillant entre 5 et 40 km. Sambre Sud Potato s'engage à mettre en œuvre une campagne de communication vis-à-vis de ses fournisseurs (notamment par la rédaction et la diffusion d'une charte de bonnes pratiques) afin d'inviter ceux-ci à emprunter, autant que possible, l'itinéraire passant par Solre-sur-Sambre pour accéder au site";

Considérant que ces informations portant sur le charroi ne prennent pas en compte les allées et venues des véhicules supplémentaires pour la construction du nouveau hangar ;

Considérant que lors de la réunion du 23/03/2021, la S.A. Sambre Sud Potato a présenté un projet de "modification des conditions du permis et projet d'extension", que dans cette présentation, le nouveau hangar s'arrêtait à la même hauteur que ceux déjà construits ;

Considérant les plans successifs communiqués à l'Administration communale et repris en annexes ;

Vu l'interruption à la date d'envoi du courrier des Fonctionnaires Technique et Délégué réceptionné le 12/05/2023 pour cause de construction du bâtiment existant non réalisé conformément au permis d'urbanisme délivré; Considérant que dans ce même courrier, les Fonctionnaires Technique et Délégué solliciter auprès du demandeur des plans modificatifs et une complément corollaire de notice d'évaluation des incidences sur l'environnement en s'appuyant sur l'article 93 du décret relatif au permis d'environnement;

Considérant le courrier des Fonctionnaires Technique et Délégué, réceptionné le 26/09/2023, indiquant avoir réceptionné des plans modificatifs et le complément corollaire de notice

d'évaluation des incidences sur l'environnement, que la demande de permis unique est jugée complète et recevable.

Considérant que les compléments sollicités auprès du demandeur ont été transmis intégralement le 03/10/2023 par courriel, que ces mêmes documents ont été réceptionnés par courrier le 06/10/2023 ;

Considérant que la commune d'Erquelinnes a réalisé une enquête publique, du 04/10/2023 au 19/10/2023, conformément modalités prévues par le Code de l'Environnement ;

Considérant que cette enquête publique a suscité des observations et objections :

- *2 formulées par courriel avant l'ouverture de l'enquête (le 03/10/2023)*
- *1 formulée oralement durant l'enquête publique*
- *2 déposées auprès du Service Environnement durant l'enquête publique*
- *31 réceptionnées par courriel durant l'enquête publique*

Considérant que de manière générale, les observations et objections portent sur les mêmes aspects que lors de la première enquête publique ;

Considérant cependant qu'il faut en souligner certaines telles que celles mentionnée par Me De Smet, du cabinet Havet & Vanhuffel Association d'avocats, avocat conseil de Monsieur et Madame Hamaide-Visée :

- *"les fonctionnaires technique et délégué n'ont visé dans cette lettre aucun objet de la demande qui pourrait être modifié. Cette lettre ne sollicite pas la production de plans modificatifs, mais uniquement des éclaircissements sur l'objet de la demande que "le dossier ne décrit pas de manière satisfaisante". Elle n'invite qu'à "fournir des plans complémentaires" et "un corollaire à la note d'évaluation des incidences répondant aux préoccupations mentionnées ci-dessous ; Il n'y a donc pas eu d'interruption du délai de décision à l'initiative de l'autorité compétente. Dans le cadre de la présente demande de permis, il y a tout lieu de constater qu'il n'y a en réalité aucune modification de la demande en tant que telle. En effet, les éléments infractionnels pour lesquels la société SAMBRE SUD POTATO doit obtenir la régularisation faisaient déjà partie du dossier initial la demande de permis unique, bien qu'ils n'étaient toutefois pas expressément identifiés. La meilleure preuve en est qu'in fine, le demandeur n'a déposé aucun plan modificatif, ni même corollaire de notice d'évaluation des incidences, mais uniquement une note visant à justifier, sous le poids du fait accompli, les infractions qu'elle a commises. Conformément à l'article 94 du décret du 11 mars 1999, le permis unique sollicité par la S.A. SAMBRE SUD POTATO est donc censé être refusé"*
- *Sambre Sud Potato "semble avoir manifestement saucissonné son projet, introduisant une première demande de permis en 2015, mais préparant déjà le terrain pour une extension – sans se conformer au permis délivré en 2016 –. Un tel saucissonnage ne peut être accepté, d'autant qu'il vise manifestement à éviter une analyse adéquate des incidences de l'établissement de la société SAMBRE SUD "*

Considérant que les documents introduits à la demande du Fonctionnaire Technique et Délégué ne modifient vraisemblablement pas le projet faisant l'objet de la demande initiale, le Service Environnement demande à ce que les remarques et observations émises par les citoyens lors de la première enquête publique soient à nouveau prises en compte ;

Pour les motifs précités ;

DECIDE *(par 3 oui et 2 non)*

Article 1er *: d'émettre un avis* ***favorable****, basé sur la motivation du projet de réduire les bruits induits notamment par le non-respect du permis initial, et conditionné à l'analyse positive technique des Fonctionnaires Délégué et Technique de la Région Wallonne et aux conditions suivantes :*

- *contrôle d'implantation et d'exécution des travaux selon le permis,*
- *contrôle annuel du bruit par organisme extérieur désigné par la commune durant la période de récolte des pommes de terre dont les frais seront pris en charge par Sambre Sud Potato,*
- *réunion annuelle d'information des citoyens avec présentation des données récoltées.*

Article 2 *: d'émettre un avis* ***défavorable*** *sur le changement d'horaire.*

Article 3 *: que le point relatif à l'itinéraire ne peut être validé étant donné que cet aspect est évolutif en fonction des aménagements qui seront décidés par le SPW à la Rue du Mont de Solre à Solre-sur-Sambre.*

Art. 4 *: de transmettre la présente délibération au Fonctionnaire Technique et au Fonctionnaire Délégué pour la suite de l'instruction de la demande de permis unique introduit par la S.A. Sambre Sud Potato. » ;*

Vu l'avis **favorable** de l'instance SPW ARNE - DEE - Direction de la Prévention des Pollutions - Cellule bruit- faisant suite à la production de plans modificatifs et d'un complément corollaire de notice d'évaluation des incidences sur l'environnement, envoyé le **29/09/2023**, rédigé comme suit :

« Je vous informe que la Cellule Bruit confirme l'avis favorable émis lors de la première instruction du dossier. » ;

Vu l'avis **favorable** de l'instance Agence wallonne du Patrimoine - Direction opérationnelle de la zone ouest- faisant suite à la production de plans modificatifs et d'un complément corollaire de notice d'évaluation des incidences sur l'environnement, envoyé le **06/10/2023**, rédigé comme suit :

« Vu le Code wallon du Patrimoine (ci-après : « le CoPat) ;

Vu le décret du I l mars 1999 relatif au permis d'environnement, l'article 91 ;

Vu le dossier de demande de permis d'urbanisme ;

Considérant que la demande porte sur la construction d'un nouveau hangar de stockage de PdT, exploiter une installation de production de froid avec ammoniac et un générateur pour la production et le maintien d'un niveau d'éthylène pour empêcher la germination

Considérant que le projet porte sur un bien visé par la carte archéologique ;

Considérant que le projet n'impacte pas le sol ou le sous-sol archéologique ;

AU regard de l'ensemble des motifs précités, l'AWaP remet un avis simple favorable concernant la demande mieux identifiée sous objet.

Par ailleurs, en cas de découverte d'un bien ou d'un site archéologique dans le cadre de la mise en œuvre du permis, une déclaration de découverte fortuite doit être adressée à la commune et l'AWaP dans un délai de trois jours ouvrables à dater de la découverte fortuite conformément à l'article 40 du CoPat. » ;

Vu l'avis **favorable sous conditions** de l'instance SPW ARNE - Direction de Mons du Département de la Nature et des Forêts- faisant suite à la production de plans modificatifs et d'un complément corollaire de notice d'évaluation des incidences sur l'environnement, envoyé le **17/10/2023**, rédigé comme suit :

« En réponse à votre courrier du 25 septembre 2023 dont référence, reçu en nos services le 29 septembre 2023, nous portons à votre connaissance l'avis du Département de la Nature et des Forêts sur le projet dont objet.

- *Considérant que le projet est relatif à la construction d'un nouvel hangar de stockage de pommes de terre et exploitation d'une installation de production de froid ;*
- *Considérant les plans modificatifs pour la régularisation de modification par rapport au permis précédent ;*
- *Considérant la régularisation de constructions et l'extension d'un stockage de pommes de terre ;*
- *Considérant que le terrain en question est situé en zone d'activité économique industrielle au plan de secteur ;*
- *Considérant qu'il est situé à moins de 300 mètres d'un site soumis à statut de protection au regard de la Loi sur la Conservation de la Nature : BE32026 — « Haute-Sambre en amont de Thuin ».*

L'avis rendu est favorable moyennant le respect des conditions suivantes :

- *Les arbres et la haie plantés récemment sur le site devront toujours être présents et en bonne santé après les travaux ;*
- *Appliquer une gestion différenciée des espaces verts au sein du site (pas de produit phytosanitaire, fauche tardive, zone refuge, prairies fleuries) » ;*

Vu l'avis **favorable sous conditions** de l'instance Zone de Secours Hainaut-est- faisant suite à la production de plans modificatifs et d'un complément corollaire de notice d'évaluation des incidences sur l'environnement, envoyé le **25/10/2023**, synthétisé comme suit :

« Conclusion

*L'avis du département prévention incendie de la Zone de secours Hainaut-Est est : **FAVORABLE***

à votre demande de modification du bassin d'orage. » ;

Vu l'avis **favorable sous conditions** de l'instance SPW ARNE - DEE - Direction des Eaux Souterraines de Namur- faisant suite à la production de plans modificatifs et d'un complément corollaire de notice d'évaluation des incidences sur l'environnement, envoyé le **26/10/2023**, rédigé comme suit :

« Nous confirmons notre 1er avis rendu le 07-02-23 dans le cadre de l'instruction du dossier initial ;

La raison de notre consultation est liée à la situation du projet dont question en objet à l'intérieur d'une zone de prévention éloignée arrêtée de l'ouvrage de prise d'eau souterraine dénommé SOLRE-SUR-SAMBRE P1 - BRINGUETTE (AGW du 25 septembre 2002 – M.B. du 24 octobre 2002) et exploité par la SWDE.

Le point central du projet est situé à approximativement 350 mètres au Nord de ladite prise d'eau.

Il en résulte que les mesures de protection en zone de prévention éloignée des articles R.168. et R.170. de la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, s'appliquent aux installations et aux dépôts du projet dont question.

A l'analyse du présent dossier de demande de permis, les dépôts et les installations dudit projet, semblent respecter les dispositions de ces différents articles.

De plus, il est à noter que le projet est implanté au droit :

- *de calcaires du Givetien (Dévonien moyen – Formation géologique du Mont d'Haurs (MHR), non karstifiés et non situés en zone de contraintes karstiques ;*
- *de la masse d'eau souterraine Calcaires et grès dévoniens du bassin de la Sambre (BERWM022).*

En conséquence afin de favoriser la réalimentation de la nappe aquifère des calcaires en présence et de maintenir le bon état quantitatif de la masse d'eau souterraine concernée, il y a lieu de privilégier l'infiltration dans le sol des eaux pluviales de toitures des bâtiments (existants et projeté), sis en régime d'assainissement autonome au PASH, en application de l'article R.279. § 2 de la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau. Le déversement de celles-ci dans un bassin d'orage avant d'être déversées dans l'égout en voirie, tel que prévu dans la demande de permis, est donc à proscrire.

En conséquence, compte tenu des éléments susvisés, la Direction des Eaux Souterraines du Département de l'Environnement et de l'Eau remet un avis favorable envers le projet aux conditions suivantes :

1. Infiltrer dans le sol les eaux pluviales de toitures des bâtiments (par bassin infiltrant ou noues d'infiltration) ;

2. Respecter scrupuleusement les mesures en zone de prévention éloignée des articles R.168 et R.170, à savoir notamment :

• *les stockages de 100 litres à moins de 3 000 litres d'hydrocarbures répondent aux exigences de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant les conditions intégrales des dépôts de liquides combustibles en réservoirs fixes (R.168.§3, alinéa 15) ;*

• *les stockages de plus de trois mille litres d'hydrocarbures ou de plus de cent litres de produits liquides contenant des substances de l'annexe VII de la partie décrétale et/ou de l'annexe XX de la partie réglementaire du Code de l'Eau répondent aux exigences de la législation en vigueur relative à ces installations de stockage (R.168.§3, alinéa 18) ;*

• *Complémentairement à ces dispositions, les mesures suivantes sont également obligatoires (R.168. §3, alinéa 19) :*

- le soutirage et le jaugeage sont effectués par la partie supérieure du réservoir ; le soutirage par gravité, même avec un dispositif de fermeture sur la conduite, est interdit ;

- une plaquette est apposée sur le réservoir, spécifiant la zone de prévention et indiquant les numéros de téléphone de l'exploitant de la prise d'eau, de la commune et de SOS ENVIRONNEMENT-NATURE.

• *les conduites, destinées au transport d'hydrocarbures, de produits ou de matières contenant des substances relevant des annexes susvisées (annexe VII de la partie décrétale et/ou de l'annexe XX de la partie réglementaire du Code de l'Eau), sont étanches. Le risque de leur rupture accidentelle est réduit à des valeurs négligeables (R.168.§3, alinéa 21) ;*

• *la manipulation d'hydrocarbures ou de produits contenant des substances des annexes susvisées, ainsi que les opérations d'entretien et de ravitaillement d'engins à moteur sont réalisées sur des surfaces étanches, avec système de récupération des liquides (R.168.§3, alinéa 22) ;*

• *les dispositions suivantes sont respectées sur le chantier et lors de l'exécution de travaux (R.168.§3, alinéa 26) ;*

- les engins de chantier ne peuvent présenter de fuite d'hydrocarbures. Ils sont en bon état, régulièrement vérifiés et, en cas de problème, immédiatement transférés en dehors des zones de prévention pour être réparés ;

- les opérations d'entretien ou de ravitaillement des engins à moteur sont réalisées de manière à éviter tout épandage accidentel de liquide et son infiltration dans le sol;

- seuls les produits nécessaires à l'exécution du chantier peuvent s'y trouver. Les produits présentant des risques pour la qualité de la nappe (carburants, lubrifiants, ...) sont soit stockés dans des réservoirs placés dans des cuvettes de rétention étanches, de capacité au moins égale à la capacité totale des

réservoirs contenus dans chaque cuvette, soit contenus dans des fûts ou récipients entreposés sur une aire étanche et équipée de manière à garantir l'absence de tout rejet liquide en cas de fuite ;

- en cas d'incident, des mesures sont prises immédiatement pour éviter l'extension de la pollution et évacuer les terres qui auraient été contaminées. A cet effet, des kits anti-pollution comprenant notamment des matériaux adsorbant les hydrocarbures et des bâches sont disponibles en quantité appropriée. L'entrepreneur avertit le service compétent de l'Administration : SOS ENVIRONNEMENT NATURE (N° d'appel : 1718).

3. mettre en œuvre et exploiter le projet de façon à réduire à des valeurs négligeables tout risque de rejet de substances pouvant par infiltration directe ou indirecte porter atteinte à la qualité de la ressource en eau souterraine (en application et conformément aux articles 187bis-1 et 187bis-2 relatif au Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, articles portant sur les « Mesures de prévention ou de limitation des introductions de polluants dans les eaux souterraines). » ;

Vu l'avis **favorable sous conditions** de l'instance Agence Wallonne de l'Air et du Climat- faisant suite à la production de plans modificatifs et d'un complément corollaire de notice d'évaluation des incidences sur l'environnement, envoyé hors délai le **06/11/2023**, rédigé comme suit :

*« **Analyse de la demande***

L'exploitant a demandé un permis d'environnement ou unique puis a introduit des plans modificatifs pour construire un nouvel hangar de stockage de pommes de terre, exploiter une installation de production de froid avec ammoniac et un générateur pour la production et le maintien d'un niveau d'éthylène pour empêcher la germination.

Caractéristiques

L'avis porte sur les caractéristiques suivantes :

L'analyse est la suivante :

L'exploitation des installations est susceptible de générer les éléments polluants listés ci-dessous.

1.1. Poussières :

Certaines installations et/ou dépôts sont susceptibles de générer des poussières :

Installations ou dépôts	*Rejet*	*Etat*	*Provenance*	*Capacité nominale*
I001	RA001	existant	Dispositif de ventilation des stocks	(15 ventilateurs/hall)
I002	RA002	existant	Dispositif de ventilation des stocks	(15 ventilateurs/hall)
I003	RA003	existant	Dispositif de ventilation des stocks	(15 ventilateurs/hall)
I011	RA004	Nouveau	Dispositif de ventilation des stocks	(15 ventilateurs/hall)
DS001	--	existant	Pommes de terre 7000 t	11640 m^3
DS002	--	existant	Pommes de terre 7000 t	11640 m^3
DS003	--	existant	Pommes de terre 7000 t	11640 m^3
DS011	--	Nouveau	Pommes de terre 9000 t	3310 m^2

1.2. Production de froid :

I007	--	**Nouveau**	Unité de production de froid (compresseur à vis, MYCOM i160L-L, SANS cuve)	160 kW
I008	--	**Nouveau**	Unité de production de froid (Condenseur du refroidissement par air, Guntner GCHV 090.2OF/25A-69) 7,2 kW	466 kWth
I009	--	**Nouveau**	Unité de production de froid (pompes NH3, Witt HRP-5040-GF/ERA) NH3	2,2 kW
I010	RA.5	**Nouveau**	Unité de production de froid (évaporateurs par air, Goedhart KB.v 30x4-4500) (5 évaporateurs/hall) 80,8 kW	64000 m³/h

1.3. Autres émissions :

Installations ou dépôts	*Rejet*	*Etat*	*Provenance*	*Capacité nominale*
DS.010	--	**Nouveau**	Dépôt d'Ethanol	8000 l
DS.009	--	**Nouveau**	Dépôt d'ammoniac	3022 l

Avis

Motivation

Statut de l'avis

L'avis est favorable sous conditions.

Conditions d'exploitation

[reprises au présent dispositif] » ;

Vu la demande d'avis - faisant suite à la production de plans modificatifs et d'un complément corollaire de notice d'évaluation des incidences sur l'environnement - adressée à l'instance SPW TLPE - DATU - Direction juridique, des Recours et du Contentieux en date du **25/09/2023**, restée sans réponse à la date du présent arrêté – réputé favorable ;

Vu la demande d'avis - faisant suite à la production de plans modificatifs et d'un complément corollaire de notice d'évaluation des incidences sur l'environnement - adressée à l'instance SPW

ARNE - DEE - Direction des Risques industriels, géologiques et miniers en date du **25/09/2023**, restée sans réponse à la date du présent arrêté – réputé favorable ;

Vu la demande d'avis - faisant suite à la production de plans modificatifs et d'un complément corollaire de notice d'évaluation des incidences sur l'environnement - adressée à l'instance SWDE - Société wallonne des eaux en date du **25/09/2023**, restée sans réponse à la date du présent arrêté ;

Troisième partie – Instruction

Considérant que la demande a été introduite dans les formes prescrites ;

Considérant que la demande de permis unique a été déposée à l'Administration communale le **26/08/2022**, transmise par celle-ci au fonctionnaire technique et au fonctionnaire délégué par envoi postal du **29/08/2022** et enregistrée dans les services respectifs de ces fonctionnaires en date du **30/08/2022** ;

Considérant que la demande a été jugée incomplète par le fonctionnaire technique et le fonctionnaire délégué par courrier commun du **14/09/2022**, que les documents manquants ont été transmis à la commune dans les délais prescrits et réceptionnés par le fonctionnaire technique en date du **21/12/2022** ;

Considérant que la demande a été jugée complète et recevable en date du **10/01/2023** par courrier commun du fonctionnaire technique et du fonctionnaire délégué et que notification en a été faite à l'exploitant par lettre recommandée à la poste à cette date ;

Considérant qu'il s'agit d'actes et travaux relatifs à la mise en œuvre d'un zoning d'activité économique situé dans « un périmètre de reconnaissance » fixé par le décret du 11/03/2004 ou de la loi du 30/12/1970 sur l'expansion économique (arrêté du 23/03/1971) ; que la demande est dès lors relative à des actes et travaux visés à l'article D.IV.22, 6° du Code du Développement Territorial ; que le Fonctionnaire délégué et le Fonctionnaire technique sont par conséquent l'autorité compétente ;

Considérant que, en application de l'article 92 § 5 du décret relatif au permis d'environnement, les délais ont été prolongés de 30 jours pour l'envoi du rapport de synthèse ;

Considérant que les plans modificatifs et le complément corollaire ont été envoyés au fonctionnaire technique et au fonctionnaire délégué par envoi postal du **12/09/2023** et enregistrée dans les services respectifs de ces fonctionnaires en date du **13/09/2023** ;

Considérant que la demande a été jugée recevable en date du **25/09/2023** par courrier commun du fonctionnaire technique et du fonctionnaire délégué et que notification en a été faite à l'exploitant par lettre recommandée à la poste à cette date ;

Considérant qu'en application de l'article 92 § 5 du décret relatif au permis d'environnement, les délais ont été prolongés de 30 jours pour l'envoi du rapport de synthèse ;

Considérant qu'il résulte des éléments du dossier déposé par le demandeur et de l'instruction administrative que la demande vise à construire un nouvel hangar de stockage de pommes de terre,

exploiter une installation de production de froid avec ammoniac et un générateur pour la production et le maintien d'un niveau d'éthylène pour empêcher la germination ;

Considérant que l'établissement projeté se situe sur la parcelle cadastrale suivante :

Identification sur le plan	Référence cadastrale	Statut dans le formulaire
P001	ERQUELINNES 2 DIV/SOLRE-SUR-SAMBRE/ section B parcelle n° 0182 S 002	NOUVEAU

Attendu que selon le plan de secteur de Thuin-Chimay, adopté par arrêté royal du 10 septembre 1979, le bien se situe en zone d'activité économique industrielle ;

Considérant que, à l'analyse de la demande, les installations et/ou activités visées par le projet sont classées comme suit par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002, arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences, des installations et activités classées ou des installations ou des activités présentant un risque pour le sol :

N° 40.20.02.02 – Classe 2

Réfrigération de gaz, lorsque la puissance installée est égale ou supérieure à 200 kW

N° 40.30.02.02 – Classe 2

Installation de production de froid ou de chaleur mettant en œuvre un cycle frigorifique (à compression de vapeur, à absorption ou à adsorption) ou par tout procédé résultant d'une évolution de la technique en la matière dont la puissance frigorifique nominale utile est supérieure ou égale à 300 kW

N° 63.12.02.02.A – Classe 2

Stockage en silo et/ou en vrac de céréales, de grains, d'autres produits alimentaires ou de tout produit organique susceptible de contenir des poussières inflammables ou de générer une atmosphérique inflammable, non annexé à une culture ou à un élevage, lorsque le volume de stockage est supérieur ou égal à 500 m^3, dans toutes les zones sauf en zone d'habitat, pour les silos combles, palplanches, verticaux, etc., à l'exception des silos plats

N° 63.12.08.02 – Classe 2

Réservoirs fixes pour d'autres gaz que l'air comprimé, et à l'exception des gaz visés nominativement par d'autres rubriques

N° 63.12.08.04.02 – Classe 2

Réservoirs fixes ou mobiles de gaz inflammable, catégories 1 et 2, non visés explicitement par une autre rubrique dont la quantité totale (poids net : poids de la substance sans emballage) de stockage est supérieure ou égale à 250 kg

N° 63.12.09.01.02 – Classe 2

Dépôts de liquides inflammables, à l'exclusion des hydrocarbures stockés dans le cadre des activités visées à la rubrique 50.50, de catégorie 1 dont la capacité de stockage est supérieure ou égale à 500 l et inférieur à 5.000 l

N° 63.12.09.02.02 – Classe 2

Dépôts de liquides inflammables, à l'exclusion des hydrocarbures stockés dans le cadre des activités visées à la rubrique 50.50, de catégorie 2, y compris l'essence (ou ses carburants de substitution utilisés aux mêmes fins et présentant des propriétés similaires en termes d'inflammabilité) dont la capacité de stockage est supérieure ou égale à 5.000 l et inférieure à 50.000 l

N° 63.12.16.02.02.01 – Classe 3

Substances et mélanges solides, liquides ou gaz présentant une toxicité aigüe, catégorie 3 (toutes voies d'expositions) en quantités supérieures ou égales à 1 t et inférieures à 5 t

N° 63.12.16.02.02.02 – Classe 2

Substances et mélanges solides, liquides ou gaz présentant une toxicité aigüe, catégorie 3 (toutes voies d'expositions) en quantités supérieures ou égales à 5 t

N° 63.12.16.04.01.01 – Classe 3

Dépôts de substances et mélanges solides, liquides ou gaz dangereux pour le milieu aquatique dont la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant (à l'exception des carburants liquides à la pression atmosphérique pour moteurs à combustion interne et du mazout de chauffage) supérieure ou égale à 0,4 t et inférieure à 4 t

N° 63.12.16.04.02.01 – Classe 3

Dépôts de substances et mélanges solides, liquides ou gaz dangereux pour le milieu aquatique de catégorie 2 de toxicité chronique dont la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant (à l'exception des carburants liquides à la pression atmosphérique pour moteurs à combustion interne et du mazout de chauffage) supérieure ou égale à 0,8 t et inférieure à 8 t

N° 63.12.16.05.01 – Classe 3

Substances et mélanges classés
1° provoquant des corrosions Corrosion cutanée catégorie 1 (A, B, C);
2° lésions oculaires graves catégorie 1;
3° toxicité aigüe (toutes voies - catégorie 4);
4° provoquant une irritation cutanée catégorie 2;
5° lésion/irritation oculaire catégorie 2;
6° toxicité spécifiques pour certains organes cibles - exposition unique - (STOT SE) catégorie 3;
7° présentant une toxicité spécifique pour certains organes cibles (STOT RE) catégories 1 ou 2;
8° dangers pour la santé à long terme;
9° toxicité pour la reproduction (effet sur ou via l'allaitement) en quantité supérieure ou égale à 0,5 t et inférieure à 20 t

N° 90.11 – Classe 3

Unité d'épuration individuelle inférieure ou égale à 20 équivalent-habitant

Considérant que l'autorité qui a apprécié la recevabilité et la complétude du dossier a également procédé à l'examen des incidences probables du projet sur l'environnement au sens large, sur base des critères de sélection pertinents visés à l'article D.62 du livre Ier du Code de l'Environnement ;

Considérant que les rubriques de classement concernées pour le projet le rangent en seconde classe ; que, dès lors, une étude d'incidences sur l'environnement ne s'impose pas d'office ;

Considérant, à ce sujet, qu'en date du **10/01/2023**, le Fonctionnaire technique a dispensé le projet d'étude d'incidences sur l'environnement ; que cette décision est motivée comme suit :

> *« À l'examen du dossier de demande, les nuisances les plus significatives portent sur le bruit, les émissions atmosphériques, le risque d'incendie.*
>
> *Au vu du descriptif des activités, dépôts et installations et des mesures prises par l'exploitant ou prévues dans son projet, l'ensemble de ces incidences ne doit pas être considéré comme ayant un impact notable.*
>
> *En ce qui concerne les autres compartiments de l'environnement, le projet engendre des nuisances pouvant être qualifiées de nulles ou mineures.*
>
> *D'autre part, il n'y a pas lieu de craindre d'effets cumulatifs avec des projets voisins de même nature.*
>
> *La notice d'évaluation des incidences, les plans et les autres documents constitutifs du dossier synthétisent suffisamment les principaux paramètres écologiques du projet sur l'environnement.*
>
> *Le projet ne doit donc pas être soumis à évaluation complète des incidences et une étude d'incidences sur l'environnement n'est donc pas nécessaire. » ;*

Considérant que le formulaire de demande de permis vaut notice d'évaluation des incidences sur l'environnement ; que cette notice est complète en identifiant, décrivant et évaluant les incidences probables directes et indirectes du projet sur la population et la santé humaine ; la biodiversité, en accordant une attention particulière aux espèces et aux habitats protégés ; le bien-être animal ; les terres, le sol, le sous-sol, l'eau, l'air, le bruit, les vibrations, la mobilité, l'énergie et le climat; les biens matériels, le patrimoine culturel et le paysage ; ainsi que sur l'interaction entre ces facteurs ;

Considérant que la notice d'évaluation des incidences, les plans et les autres documents constitutifs du dossier synthétisent suffisamment les principaux paramètres écologiques du projet sur l'environnement, que la population intéressée a pu, dès lors, recevoir l'information qu'elle était en droit d'attendre et que l'autorité appelée à statuer a été suffisamment éclairée sur les incidences possibles du projet sur l'environnement ;

Considérant que la demande de permis unique vise :

- la construction d'un nouveau hangar de stockage de pommes de terre (B5)

- la mise en œuvre d'une nouvelle installation de production de froid afin d'optimiser les conditions de conservation ainsi que de garantir la qualité des pommes de terre stockées avec :

- De nouveaux locaux techniques de production de froid créés (I9 sous B3) ;
- Une nouvelle cuve d'ammoniac (DS9 sous B3) de près de 2 000 kg

Considérant que la demande vise également la régularisation du bâtiment existant à étendre qui n'a pas été réalisé conformément au permis d'urbanisme délivré précédemment ;

Considérant qu'en date du 13/09/2023, l'administration compétente a reçu une note écrite de Claire Hoflack, représentant la société demanderesse, contenant « les motifs appuyant la justification du projet d'extension du site en plusieurs points » ; que l'administration a reçu également l'annexe 4 qui a été complétée en intégrant dans son cadre 2 la « régularisation des constructions qui ne correspondent pas aux plans du permis PU/15/179 » ;

Considérant que le dossier contient les plans portant les références 1605/2021 qui contiennent les modifications apportées au projet initial tel qu'autorisé par permis et l'annexe 4 modifiée ; que la demande ainsi complétée a fait l'objet d'un accusé de réception déclarant le dossier complet en date du 25/09/2023 ;

Considérant, en ce qui concerne le hangar, que l'inversion des deux hangars n'est pas de nature à modifier de manière conséquente l'ensemble architectural du projet ; que le demandeur justifie cette modification pour des raisons de praticité d'accès et de transport ; qu'en ce qui concerne la modification du bassin d'orage, le demandeur précise que ce dernier a été implanté à l'arrière du bâtiment afin de ne pas empêcher la construction future d'une extension ;

Considérant que la création de puits de carbone et de zones perméables sur la parcelle est indispensable en ce qu'ils participent à l'absorption des émissions de CO2 supplémentaires générées par l'extension projetée et permettent une infiltration diffuse des eaux sur la parcelle ; que, de surcroît, la plantation d'arbres en suffisance permettra également d'améliorer l'impact paysager du projet ; qu'une condition s'impose ;

Considérant qu'en termes de mobilité, le site bénéficiera d'un parking de 5 emplacements de stationnement pour véhicules; que l'activité engendrera un charroi équivalent à environ 1 à 3 voitures pour le personnel, à maximum 96 mouvements de camion par jour pour les livraisons en période de réception (c'est-à-dire du 15/09 au 15/11) ; que l'extension projetée ne sera pas de nature à augmenter significativement le charroi existant actuellement (3 camions supplémentaires par jour en période de réception) ;

Considérant qu'en termes de production énergétique, il importe, dans le cadre d'une protection et d'une amélioration de notre environnement, de compenser les émissions de CO2 engendrées par cette activité, par un gain énergétique rééquilibrant l'empreinte carbone globale du projet ; que le recours aux énergies renouvelables est un moyen pour tendre vers cet objectif ; que le placement de panneaux photovoltaïques sur les toitures du projet apparaît comme une mesure de compensation proportionnée ; que des charges favorables à l'environnement au sens de l'article R.IV.54 s'imposent ;

Considérant, au vu des infrastructures similaires présentes sur la parcelle et du contexte industriel dans lequel il s'implante, que le projet est de nature à s'intégrer dans son contexte sous réserve de répondre à certaines conditions ;

Considérant que le projet se trouve à environ 250 mètres de la prise d'eau d'ERQUELINNES - "Solre-Sur-Sambre P1" -, à l'intérieur du périmètre de la zone de prévention éloignée IIB (Arrêté Ministériel du 25/09/2002 publié au Moniteur belge 24/10/2002) ; que le point central du projet est situé à approximativement 350 mètres au Nord de ladite prise d'eau ; que le projet pourrait représenter

un risque direct pour celle-ci ; qu'en conséquence, les mesures prévues dans les articles R 164 et suivants de la partie réglementaire Livre II du Code de l'Environnement contenant le code de l'eau sont strictement d'application ; qu'en conséquence afin de favoriser la réalimentation de la nappe aquifère des calcaires en présence et de maintenir le bon état quantitatif de la masse d'eau souterraine concernée, il y a lieu de privilégier l'infiltration dans le sol des eaux pluviales de toitures des bâtiments (existant et projeté), sis en régime d'assainissement autonome au PASH, en application de l'article R.279. § 2 de la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau ; que néanmoins, en raison du risque karstique, les infiltrations d'eau dans le sol sont à éviter ; que dès lors, la solution privilégiée par l'exploitant, à savoir une temporisation des eaux avant le rejet en eau de surface est cohérente ;

Vu la situation du projet au regard de la carte d'aléa d'inondation en vigueur ;

Considérant la situation du projet au regard de la carte des axes de ruissellement, des contraintes karstiques, des contraintes liées au risque d'éboulements de parois rocheuses et des zones de consultation de la Direction des Risques industriels, géologiques et miniers du Service Public de Wallonie ;

Considérant la nature du projet ;

Considérant la situation topographique du projet ;

Considérant la situation hydrologique du projet ;

Considérant qu'une circulation d'eau souterraine a été établie à moins d'1 km du projet.

Considérant que l'examen des données historiques, des photographies aériennes depuis 1971 ne permet pas d'identifier de signes de phénomènes karstiques sur ou à proximité immédiate du projet ;

Considérant que le risque karstique parait faible à cet endroit bien qu'il ne puisse complétement être écarté ; que des conditions s'imposent ;

Considérant que le bien n'est pas repris à l'Inventaire régional du patrimoine ;

Considérant que la demande n'impacte pas les caractéristiques patrimoniales du bien ;

Considérant que le projet porte sur un bien visé par la carte archéologique ;

Considérant que le projet n'impacte pas le sol ou le sous-sol archéologique ;

Considérant que l'AWaP a remis un avis simple conditionné qui doit être repris au présent dispositif ;

Considérant que l'établissement n'est pas classé "Seveso" ;

Considérant que les riverains les plus proches se situent à environ 490 mètres du stockage d'ammoniac (DS9) ; que les entreprises les plus proches s'en situent à environ 130 mètres ;

Considérant que la principale substance dangereuse identifiée dans ce projet est l'ammoniac NH_3, classé H221 (gaz inflammable), H314 (provoque de graves brûlures de la peau et des lésions oculaires), H331 (toxique par inhalation), H400 (très toxique pour les organismes aquatiques) ;

Considérant que la situation dangereuse identifiée est la fuite d'ammoniac hors de la boucle de réfrigération ;

Considérant que suite à une modélisation de la portée des effets toxiques sous le logiciel PHAST, les résultats suivants sont obtenus :

- En ce qui concerne le stockage de 2.000 kg de NH_3, les distances d'effet toxique pour l'homme ($ERPG_2$) atteignent une portée de l'ordre de 500 m à 600 m ;
- La zone habitable la plus proche se trouve à environ 490 mètres de la zone de production de froid utilisant l'ammoniac ;

Considérant que le risque ne peut être acceptable sur base de la portée d'effet, il conviendra de diminuer la fréquence de survenance d'un accident à un niveau très bas ; que le respect des conditions particulières reprises au présent dispositif assure la maîtrise du risque 'ammoniac' ;

Considérant que le projet est situé dans une zone où la probabilité d'observer un effet dangereux dû à un site SEVESO est inférieure à 10^{-6}/an ; que l'avis de la cellule RAM en matière d'urbanisme est dès lors favorable au regard des principes directeurs et des valeurs de référence applicables en Région wallonne en matière d'avis relatif à la prise en compte du risque industriel majeur, tels qu'approuvés par le Gouvernement wallon en dates du 22 décembre 2005 et du 14 décembre 2006 ;

Considérant que les limites de bruit applicables sont celles du tableau 1 de l'arrêté du gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ; que l'établissement se situe en zone d'activité économique à caractère industriel au plan de secteur ; que selon le formulaire de demande de permis, les installations d'aération et de production de froid sont susceptibles de fonctionner tous les jours entre 6h et 22h, du 15 septembre au 15 novembre et du 1er avril au 31 juillet, soit pendant toutes les périodes des conditions générales ; que les normes à respecter, dans un intervalle de 500 mètres autour de la zone d'activité économique industrielle, sont donc de 55 dB(A) la journée, 50 dB(A) en période de transition et le dimanche, et 45 dB(A) la nuit ;

Considérant que le dossier de demande comporte une étude acoustique, datée du 22 juin 2021 et référencée BEL000298, réalisée par le bureau CSD, agréé en matière de bruit ;

Considérant qu'une étude antérieure, réalisée en 2019, évalue à 39.9 dBA, pénalité de 5 dB pour présence de bruit à caractère tonal comprise le bruit particulier de l'établissement dans sa configuration actuelle au droit du point PM1 sis au nord-ouest du site ; que l'établissement dans sa configuration actuelle respecte donc les valeurs limites pour toutes les périodes ;

Considérant que l'auteur d'étude modélise le projet faisant l'objet de la présente demande et calcule son bruit particulier selon que la température extérieure soit inférieure ou supérieure à 8 °C ; qu'il considère que dans le premier cas, le système de production de froid est à l'arrêt, les ventilateurs fonctionnent et les trappes de ventilation situées sur les côtés extérieurs ou en toiture sont ouvertes et que dans le second cas, le système de production de froid, les compresseurs, les ventilateurs et les condenseurs fonctionnent, tandis que les trappes de ventilation situées sur les côtés extérieurs ou en toiture sont fermées ;

Considérant qu'ainsi lorsque la température est inférieure à 8°C, le niveau de bruit particulier calculé au droit du point PM1 est de 30.9 dBA, pénalité de 5 dB pour présence de bruit à caractère tonal comprise ; que lorsque la température est supérieure à 8°C, le niveau de bruit particulier calculé au droit du point PM1 est de 25.7 dBA, pénalité de 5 dB pour présence de bruit à caractère tonal comprise ;

Considérant que les cartes des isophones figurant dans l'étude montrent que les valeurs limites seront également respectées au niveau de toutes les habitations situées autour de l'établissement pour toutes les périodes et pour les deux scenarios ; qu'aucune condition particulière n'est donc imposée ;

Considérant qu'il n'y a pas lieu de remettre en cause l'étude de bruit réalisée par le bureau d'études CSD qui est un laboratoire agréé par la Région ; qu'il s'agit bien évidement d'une étude théorique étant donné que le projet n'est pas encore matérialisé sur le site ; qu'il y a lieu de prévoir une étude de bruit afin de déterminer les niveaux sonores à l'immission une fois que le nouveau bâtiment et les équipements seront installés ;

Considérant que l'exploitation va engendrer des rejets canalisés et diffus de poussières dus aux dispositifs de ventilation des stocks de pomme de terre et au stockage de pomme de terre ; qu'un nouveau dispositif de ventilation est souhaité pour l'extension projetée (15 ventilateurs/hall) avec un rejet d'air à 5 m par rapport au niveau du sol ; que ce dispositif est indispensable pour contrôler la température et l'humidité indispensables pour garantir la bonne conservation des produits ;

Considérant que les 4 nouvelles unités de production de froid fonctionnent avec un réfrigérant qui est l'ammoniac ; que ce dépôt de 3 022 l est stocké en réservoir à l'extérieur des bâtiments sur bac de rétention ;

Considérant qu'un générateur d'éthylène à partir d'éthanol est utilisé dans les chambres froides afin d'empêcher le germination des tubercules ; que c'est une étape indispensable avant d'effectuer la transformation des pommes de terre qui s'effectue sur une autre site ; que cet appareil génère une vapeur d'eau ; que depuis l'interdiction du chlorprophame (CIC), l'éthylène fait partie de la gamme de produits récemment homologués pour contrôler la germination des tubercules au stockage ; que ce produit a l'avantage de ne pas transférer d'odeurs ni de goût aux pommes de terre ; que l'éthanol est stocké en bidons de 30 l, hermétiquement fermés, sur une dalle de béton et enfermés dans une cabine dans le bâtiment B2 ;

Considérant que l'AWAC propose des conditions particulières pour limiter les nuisances atmosphériques qu'il convient de reprendre au présent dispositif ;

Considérant que

Considérant que le site est situé à moins de 300 mètres d'un site soumis à statut de protection au regard de la Loi sur la Conservation de la Nature : BE32026 — « Haute-Sambre en amont de Thuin » ; que l'avis du DNF est favorable moyennant le respect de conditions particulières à reprendre au présent dispositif ;

Considérant que le charroi sera augmenté par l'extension projetée ; que le charroi est estimé (partie autorisée et extension) à maximum 96 livraisons/enlèvement pendant la période de réception des

pommes de terre, du 15/09 au 15/11 ; qu'une zone de manœuvre suffisamment grande est prévue pour que les camions n'encombrent pas les voies ;

Considérant que la RN55 est une route provinciale conçue pour le trafic lourd ;

Considérant que les règles de bonne pratique sont d'application afin de limiter les nuisances liées à ce charroi : respect du Code de la Route, charte de bonnes pratiques pour les chauffeurs externes, respect des horaires, de la limitation des vitesses , extinction des moteurs lors d'arrêts même brefs ...) ;

Considérant que sur base de l'évaluation de l'impact du charroi dans le formulaire général de demande, l'exploitant solliciterait une extension des horaires de 6H et 22 H pour le charroi des véhicules personnels et de livraisons/enlèvement ; que ce changement n'est pas accepté au vu des plaintes enregistrées par les riverains ; que l'horaire d'exploitation est bien celui fixé dans le permis précédemment octroyé, à savoir du lundi au vendredi de 6 H à 22 H et le samedi de 7H à 18H avec une circulation nocturne interdite sauf durant les périodes de récolte, soit du 1er septembre au 30 octobre ;

Considérant qu'il importe de reprendre dans les conditions particulières d'exploiter les horaires d'exploitation qui sont ceux actuellement autorisés ;

Considérant que le dépôt de 2 500 l de mazout dispose d'un pistolet et est utilisé pour le matériel roulant ; qu'il est stocké en citerne à double paroi ; que ce dépôt doit respecter les conditions particulières reprises au présent dispositif ;

Considérant que la société Sambre Sud Potato se doit de respecter les conditions particulières émises dans son précédent permis et dans son permis actuel ; que le non-respect de ses obligations expose l'exploitant à des sanctions administratives et pénales via le décret du 05/06/2008 relatif à la recherche, la constatation, la poursuite et la répression des infractions et les mesures de réparation en matière d'environnement ; que le riverain qui constate le non-respect des obligations de l'exploitant peut en informer le Collège communal et le Département de la police et des contrôles, rue de l'Ecluse, 22 à 6000 Charleroi ;

Considérant que l'extension du permis ici introduite ne remet pas en cause l'exploitation du site dans cette zone qui a été autorisée par un permis accordé sur recours ;

Considérant que la communication liée à l'ouverture d'enquête publique a été réalisée en adéquation avec l'arrêté du Gouvernement wallon relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ; qu'une distribution toute boite n'est pas obligatoire ;

Considérant qu'une étude d'incidences sur l'environnement n'est pas obligatoire pour ce projet selon le décret relatif au permis d'environnement ; que les Fonctionnaire technique et délégué ont estimé qu'au vu des éléments constitutifs du dossier, que cette étude n'était pas nécessaire ;

Considérant que les dégâts occasionnés aux habitations, aux véhicules ainsi que la dévalorisation des biens immobiliers ne ressortissent pas de la législation relative au permis d'environnement ;

Considérant que les aspects relatifs au modèle économique du projet ainsi que les profits engendrés ne relèvent pas de la législation relative au permis d'environnement ;

Considérant que la désignation d'un comité de suivi n'est pas obligatoire ; qu'au vu des plaintes et des demandes des riverains, que ce comité a sa raison d'être ; que sa constitution et ses modalités de fonctionnement doivent être inscrits au présent dispositif ;

Considérant que chaque riverain a été invité à participer à l'enquête publique via l'affichage réalisé à la maison communale, aux endroits habituels d'affichage et à quatre endroits proches du lieu où le projet doit être réalisé le long d'une voie publique carrossable ou de passage comme prévu dans l'AGW précité ;

Considérant que le décret n'impose pas de période pour introduire une demande de permis ;

Considérant que la zone de secours est informée du nouveau projet et a par ailleurs été sollicitée dans le cadre de l'instruction de la demande ; que son avis est favorable moyennant certaines conditions d'exploiter ; qu'elle connait donc le site et son exploitation ; qu'elle est tout à fait apte à intervenir au besoin ;

Considérant que le strict respect des conditions générales, sectorielles et intégrales en vigueur et des conditions particulières énumérées ci-après est de nature à réduire dans une mesure suffisante les inconvénients pouvant résulter de l'exploitation de l'établissement ;

Considérant qu'en ce qui concerne les inconvénients non visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, il y a lieu d'observer que l'autorisation administrative accordée dans le cadre dudit décret est indépendante des autorisations spéciales éventuellement requises en vertu d'autres obligations légales ou réglementaires et du respect des règlements généraux et communaux en vigueur ;

Considérant que ladite autorisation administrative ne préjudicie pas au droit des tiers, lesquels peuvent recourir aux juridictions civiles ordinaires ;

Considérant que les prescriptions et conditions auxquelles est subordonné le permis sont suffisantes pour d'une part, garantir la protection de l'homme, de l'environnement contre les dangers, nuisances ou inconvénients que l'établissement est susceptible de causer à l'environnement, à la population vivant à l'extérieur de l'établissement et aux personnes se trouvant à l'intérieur de celui-ci, sans pouvoir y être protégées en qualité de travailleur, ainsi qu'assurer le bien-être animal et d'autre part, rencontrer les besoins sociaux, économiques, patrimoniaux et environnementaux de la collectivité ;

Considérant que le paragraphe premier de l'article 25 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement prévoit que la durée de validité d'un permis d'environnement est de vingt ans au maximum ; que cette durée se calcule à partir du jour ou la décision octroyant le permis devient exécutoire, conformément à l'article 46 du même décret ; qu'au demeurant, il s'agit d'une possibilité et non d'une obligation comme le souligne le mot « maximum » ;

Considérant que par souci de clarté, il importe que l'exploitant reçoive une autorisation dont le terme apparaît clairement dans son dispositif ; qu'il s'indique, en conséquence, de donner une date certaine à la date d'échéance du présent permis d'environnement ;

Considérant en l'espèce que la présente demande a pour objet la transformation et l'extension d'un établissement autorisé ; qu'il y a lieu d'accorder, en vertu de l'article 51 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, le permis pour un terme expirant le **19/02/2036**, date à laquelle le permis originaire arrive à échéance ;

ARRÊTENT

Article 1. L'exploitant est **autorisé** à construire un nouveau hangar de stockage de pommes de terre, exploiter une installation de production de froid avec ammoniac et un générateur pour la production et le maintien d'un niveau d'éthylène pour empêcher la germination, à la rue Espace Européen d'Entreprises n°1 à 6560 ERQUELINNES, conformément aux plans joints au présent arrêté et moyennant le respect des prescriptions légales et réglementaires en vigueur et des conditions d'exploitation précisées dans le présent arrêté.

Article 2. Sont **autorisés**, les bâtiments, installations, activités, procédés et dépôts principaux suivants :

Bâtiment(s)		Statut
B001	Hall de stockage de pommes de terre	INCHANGE
B002	Hall de stockage de pommes de terre	INCHANGE
B003	Hall de chargement et déchargement	INCHANGE
B004	Hall de stockage de pommes de terre	INCHANGE
B005	Hall de stockage de pommes de terre	NOUVEAU

Installation(s)		Quantité nominale	Quantité autorisée	Statut
I001	Dispositif de ventilation des stocks (15 ventilateurs/hall)	4,8 kW	Nominale	INCHANGE
I002	Dispositif de ventilation des stocks (15 ventilateurs/hall)	4,8 kW	Nominale	INCHANGE
I003	Dispositif de ventilation des stocks (15 ventilateurs/hall)	4,8 kW	Nominale	INCHANGE
I004	Unité d'épuration individuelle (IBA micro-station Bio+ 6-9 Wo1 250/242)	9 EH	Nominale	MODIFIE
I005	Pont-bascule	50 t	Nominale	INCHANGE
I006	Parking voiture (5 véhicules)	5	Nominale	NOUVEAU
I007	Unité de production de froid (compresseur à vis, MYCOM i160L-L, SANS cuve)	160 kW	Nominale	NOUVEAU
I008	Unité de production de froid (Condenseur du refroidissement par air, Guntner GCHV 090.2OF/25A-69) 7,2 kW	466 kWth	Nominale	NOUVEAU
I009	Unité de production de froid (pompes NH3, Witt HRP-5040-GF/ERA)	2,2 kW	Nominale	NOUVEAU
I010	Unité de production de froid (évaporateurs par air, Goedhart KB.v 30x4-4500) (5 évaporateurs/hall) 80,8 kW	64000 m³/h	Nominale	NOUVEAU
I011	Dispositif de ventilation des stocks (15 ventilateurs/hall)	4,8 kW	Nominale	NOUVEAU

Dépôt(s) de substances et/ou mélanges		Quantité autorisée	Statut
DS001	Pommes de terre 7000 t	11640 m³	INCHANGE
DS002	Pommes de terre 7000 t	11640 m³	INCHANGE
DS003	Pommes de terre 7000 t	11640 m³	INCHANGE
DS004	eau pluviale	20 m³	INCHANGE
DS005	eau pluviale	20 m³	INCHANGE
DS006	eau pluviale	40 m³	INCHANGE
DS007	eau pluviale	250 m³	INCHANGE
DS008	Mazout (carburant destiné au matériel roulant-chargeur frontal-cuve disposant d'un pistolet pour distribution)	2500 l	NOUVEAU
DS009	Ammoniac NH3	3022 l	NOUVEAU
DS010	Ethanol	8000 l	NOUVEAU
DS011	Pommes de terre 9000 t	3310 m²	NOUVEAU

Dépôt(s) de déchets		Quantité autorisée	Statut
DD001	Terre (provenant des pommes de terre)	50 t	NOUVEAU

Rejet(s) d'eaux		Statut
RE001	Rejet en eaux de surface ou voies artificielles d'écoulement	INCHANGE
RE002	Rejet en eaux de surface ou voies artificielles d'écoulement	MODIFIE

Déversement(s)		Débit / Superficie	Statut
DEV001	DS004 à DS007	16000 m²	MODIFIE
DEV002	I004 et I005	0,75 m3 / j	MODIFIE

Rejet(s) atmosphérique(s) canalisé(s)		Hauteur minimale	Statut
RA001	air	5 m	INCHANGE
RA002	air	5 m	INCHANGE
RA003	air	5 m	INCHANGE
RA004	air	5 m	INCHANGE
RA005	air	5 m	NOUVEAU

Article 3. Sont **autorisées** les installations et/ou activités visées par les rubriques suivantes :

N° 40.20.02.02 - Classe 2

Réfrigération de gaz, lorsque la puissance installée est égale ou supérieure à 200 kW

N° 40.30.02.02 - Classe 2

Installation de production de froid ou de chaleur mettant en œuvre un cycle frigorifique (à compression de vapeur, à absorption ou à adsorption) ou par tout procédé résultant d'une évolution de la technique en la matière dont la puissance frigorifique nominale utile est supérieure ou égale à 300 kW

N° 63.12.02.02.A - Classe 2

Stockage en silo et/ou en vrac de céréales, de grains, d'autres produits alimentaires ou de tout produit organique susceptible de contenir des poussières inflammables ou de générer une atmosphérique inflammable, non annexé à une culture ou à un élevage, lorsque le volume de stockage est supérieur ou égal à 500 m³, dans toutes les zones sauf en zone d'habitat, pour les silos combles, palplanches, verticaux, etc., à l'exception des silos plats

N° 63.12.08.02 - Classe 2

Réservoirs fixes pour d'autres gaz que l'air comprimé, et à l'exception des gaz visés nominativement par d'autres rubriques

N° 63.12.08.04.02 - Classe 2

Réservoirs fixes ou mobiles de gaz inflammable, catégories 1 et 2, non visés explicitement par une autre rubrique dont la quantité totale (poids net : poids de la substance sans emballage) de stockage est supérieure ou égale à 250 kg

N° 63.12.09.01.02 - Classe 2

Dépôts de liquides inflammables, à l'exclusion des hydrocarbures stockés dans le cadre des activités visées à la rubrique 50.50, de catégorie 1 dont la capacité de stockage est supérieure ou égale à 500 l et inférieur à 5.000 l

N° 63.12.09.02.02 - Classe 2

Dépôts de liquides inflammables, à l'exclusion des hydrocarbures stockés dans le cadre des activités visées à la rubrique 50.50, de catégorie 2, y compris l'essence (ou ses carburants de substitution utilisés aux mêmes fins et présentant des propriétés similaires en termes d'inflammabilité) dont la capacité de stockage est supérieure ou égale à 5.000 l et inférieure à 50.000 l

N° 63.12.16.02.02.01 - Classe 3

Substances et mélanges solides, liquides ou gaz présentant une toxicité aigüe, catégorie 3 (toutes voies d'expositions) en quantités supérieures ou égales à 1 t et inférieures à 5 t

N° 63.12.16.02.02.02 - Classe 2

Substances et mélanges solides, liquides ou gaz présentant une toxicité aigüe, catégorie 3 (toutes voies d'expositions) en quantités supérieures ou égales à 5 t

N° 63.12.16.04.01.01 - Classe 3

Dépôts de substances et mélanges solides, liquides ou gaz dangereux pour le milieu aquatique dont la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant (à l'exception des carburants liquides à la pression atmosphérique pour moteurs à combustion interne et du mazout de chauffage) supérieure ou égale à 0,4 t et inférieure à 4 t

N° 63.12.16.04.02.01 - Classe 3

Dépôts de substances et mélanges solides, liquides ou gaz dangereux pour le milieu aquatique de catégorie 2 de toxicité chronique dont la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant (à l'exception des carburants liquides à la pression atmosphérique pour moteurs à combustion interne et du mazout de chauffage) supérieure ou égale à 0,8 t et inférieure à 8 t

N° 63.12.16.05.01 - Classe 3

Substances et mélanges classés
1° provoquant des corrosions Corrosion cutanée catégorie 1 (A, B, C);
2° lésions oculaires graves catégorie 1;
3° toxicité aigüe (toutes voies - catégorie 4);
4° provoquant une irritation cutanée catégorie 2;
5° lésion/irritation oculaire catégorie 2;
6° toxicité spécifiques pour certains organes cibles - exposition unique - (STOT SE) catégorie 3;
7° présentant une toxicité spécifique pour certains organes cibles (STOT RE) catégories 1 ou 2;
8° dangers pour la santé à long terme;
9° toxicité pour la reproduction (effet sur ou via l'allaitement) en quantité supérieure ou égale à 0,5 t et inférieure à 20 t

N° 90.11 - Classe 3

Unité d'épuration individuelle inférieure ou égale à 20 équivalent-habitant

Article 4. Les conditions applicables à l'établissement sont les suivantes :

I. Les dispositions de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement

II. Les dispositions du Règlement général sur les installations électriques (RGIE) : Livre 1 sur les IE à basse tension et à très basse tension, le Livre 2 sur les IE à haute tension et le Livre 3 sur les installations pour le transport et la distribution de l'énergie électrique

III. Les dispositions du Règlement Général pour la Protection du Travail (RGPT) : Titres II et III [prescriptions non abrogées]

IV. Les dispositions de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 16 janvier 2003 déterminant les conditions sectorielles eau relatives aux dépôts d'hydrocarbures liquides

V. Les dispositions de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2007 déterminant les conditions intégrales et sectorielles relatives aux installations fixes de production de froid ou de chaleur mettant en œuvre un cycle frigorifique

VI. Les dispositions de l'AGW -01/12/2016- Conditions intégrales et sectorielles relatives aux systèmes d'épuration individuelle et abrogeant les arrêtés du Gouvernement wallon du 25 septembre 2008 fixant les conditions intégrales relatives aux unités d'épuration individuelle. Ces conditions peuvent être consultées sur le site http://environnement.wallonie.be.

Article 5. Les conditions d'exploitation particulières applicables à l'établissement sont les suivantes :

ESU – PROTECTION DES EAUX DE SURFACE

EXP1. La manipulation d'hydrocarbures ou de produits contenant des substances des listes I ou II, ainsi que les opérations d'entretien et de ravitaillement d'engins à moteur sont réalisées sur des surfaces étanches, avec système de récupération des liquides.

EXP2. Les liquides contenant des substances de la liste I ou II, les hydrocarbures liquides, les huiles et lubrifiants sont contenus dans des récipients étanches, installés sur des surfaces imperméables équipées d'un système de collecte garantissant l'absence de tout rejet liquide.

EXP3. Lorsque les puits, forages, excavations ou travaux de terrassement dépassant une profondeur de 3 mètres sous la surface du sol font l'objet d'une demande de permis d'urbanisme ou de permis unique soumise à l'avis de la direction générale opérationnelle aménagement du territoire, logement, patrimoine et énergie, celle-ci recueille l'avis de l'exploitant de la prise d'eau et de l'Administration au cours de l'instruction de la demande.

EXP4. Les engins de chantier ne peuvent présenter de fuite d'hydrocarbures. Ils sont en bon état, régulièrement vérifiés et, en cas de problème, immédiatement transférés en dehors des zones de prévention pour être réparés ;

EXP5.Les opérations d'entretien ou de ravitaillement des engins à moteur sont réalisées de manière à éviter tout épandage accidentel de liquide et son infiltration dans le sol.

EXP6. Seuls les produits nécessaires à l'exécution du chantier peuvent s'y trouver. Les produits présentant des risques pour la qualité de la nappe (carburants, lubrifiants,...) sont soit stockés dans des réservoirs placés dans des cuvettes de rétention étanches, de capacité au moins égale à la capacité totale des réservoirs contenus dans chaque cuvette, soit contenus dans des fûts ou récipients entreposés sur une aire étanche et équipée de manière à garantir l'absence de tout rejet liquide en cas de fuite.

EXP7. Seules des terres agréées et contrôlées seront admises

EXP8. En cas d'incident, des mesures sont prises immédiatement pour éviter l'extension de la pollution et évacuer les terres qui auraient été contaminées. A cet effet, des kits antipollution comprenant notamment des matériaux adsorbant les hydrocarbures et des bâches sont disponibles en quantité appropriée. L'entrepreneur avertit le service compétent de l'administration : SOS ENVIRONNEMENT NATURE (n° d'appel : 1718)

EXP – EXPLOITATION

EXP1. L'horaire d'exploitation est le suivant : du lundi au vendredi de 6H à 22H et le samedi de 7H à 18H

La circulation nocturne est interdite sauf durant les périodes de récolte soit du 1**er septembre au 30 octobre.**

EXP2. Selon les modalités fixées aux articles D29-25 et suivants du Code de l'Environnement, un comité d'accompagnement est institué et mis en place, à l'initiative de l'exploitant, en collaboration avec la commune dans les 3 mois qui suivent la notification de la décision.

EXP3. L'installation de distribution de carburant pour les engins roulants (DS8) respecte les conditions reprises dans l'arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions intégrales relatives aux installations de distribution d'hydrocarbures liquides dont le point d'éclair est supérieur à 55 °C et inférieur ou égal à 100 °C, pour véhicules à moteur, à des fins commerciales autres que la vente au public, telles que la distribution d'hydrocarbures destinée à l'alimentation d'un parc de véhicules en gestion propre ou pour compte propre, comportant deux pistolets maximum et pour autant que la capacité de stockage du dépôt d'hydrocarbures soit supérieure ou égale à 3 000 litres et inférieure à 25 000 litres.

AWAP - PATRIMOINE

AWAP1 . En cas de découverte d'un bien ou d'un site archéologique dans le cadre de la mise en œuvre du permis, une déclaration de découverte fortuite doit être adressée à la commune et l'AWaP dans un délai de trois jours ouvrables à dater de la découverte fortuite conformément à l'article 40 du CoPat.

ESO - PROTECTION DES EAUX SOUTERRAINES

ESO1. Les mesures suivantes sont scrupuleusement respectées :

- les stockages de 100 litres à moins de 3 000 litres d'hydrocarbures répondent aux exigences de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant les conditions intégrales des dépôts de liquides combustibles en réservoirs fixes (R.168.§3, alinéa 15) ;

- les stockages de plus de trois mille litres d'hydrocarbures ou de plus de cent litres de produits liquides contenant des substances de l'annexe VII de la partie décrétale et/ou de l'annexe XX de la partie réglementaire du Code de l'Eau répondent aux exigences de la législation en vigueur relative à ces installations de stockage (R.168.§3, alinéa 18) ;

- Complémentairement à ces dispositions, les mesures suivantes sont également obligatoires (R.168. §3, alinéa 19) :

  - le soutirage et le jaugeage sont effectués par la partie supérieure du réservoir ; le soutirage par gravité, même avec un dispositif de fermeture sur la conduite, est interdit ;

  - une plaquette est apposée sur le réservoir, spécifiant la zone de prévention et indiquant les numéros de téléphone de l'exploitant de la prise d'eau, de la commune et de SOS ENVIRONNEMENT-NATURE.

- les conduites, destinées au transport d'hydrocarbures, de produits ou de matières contenant des substances relevant des annexes susvisées (annexe VII de la partie décrétale

et/ou de l'annexe XX de la partie réglementaire du Code de l'Eau), sont étanches. Le risque de leur rupture accidentelle est réduit à des valeurs négligeables (R.168.§3, alinéa 21) ;

• la manipulation d'hydrocarbures ou de produits contenant des substances des annexes susvisées, ainsi que les opérations d'entretien et de ravitaillement d'engins à moteur sont réalisées sur des surfaces étanches, avec système de récupération des liquides (R.168.§3, alinéa 22) ;

• les dispositions suivantes sont respectées sur le chantier et lors de l'exécution de travaux (R.168.§3, alinéa 26) ;

- les engins de chantier ne peuvent présenter de fuite d'hydrocarbures. Ils sont en bon état, régulièrement vérifiés et, en cas de problème, immédiatement transférés en dehors des zones de prévention pour être réparés ;

- les opérations d'entretien ou de ravitaillement des engins à moteur sont réalisées de manière à éviter tout épandage accidentel de liquide et son infiltration dans le sol;

- seuls les produits nécessaires à l'exécution du chantier peuvent s'y trouver. Les produits présentant des risques pour la qualité de la nappe (carburants, lubrifiants, ...) sont soit stockés dans des réservoirs placés dans des cuvettes de rétention étanches, de capacité au moins égale à la capacité totale des réservoirs contenus dans chaque cuvette, soit contenus dans des fûts ou récipients entreposés sur une aire étanche et équipée de manière à garantir l'absence de tout rejet liquide en cas de fuite ;

- en cas d'incident, des mesures sont prises immédiatement pour éviter l'extension de la pollution et évacuer les terres qui auraient été contaminées. A cet effet, des kits anti-pollution comprenant notamment des matériaux adsorbant les hydrocarbures et des bâches sont disponibles en quantité appropriée. L'entrepreneur avertit le service compétent de l'Administration : SOS ENVIRONNEMENT NATURE (N° d'appel : 1718).

ESO2. Le projet est mis en oeuvre de façon à réduire à des valeurs négligeables tout risque de rejet de substances pouvant par infiltration directe ou indirecte porter atteinte à la qualité de la ressource en eau souterraine (en application et conformément aux articles 187bis-1 et 187bis-2 relatif au Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, articles portant sur les « Mesures de prévention ou de limitation des introductions de polluants dans les eaux souterraines).

RAM - PREVENTION DES RISQUES D'ACCIDENTS MAJEURS

Installation d'ammoniac

Principes généraux

RAM1. Toutes les nouvelles installations contenant de l'ammoniac sont construites, entretenues et opérées conformément aux normes afférentes en vigueur dans le pays constructeur de l'Union européenne.

RAM2. Sont d'application les normes européennes NBN EN 378-1 et NBN EN 378-2.

RAM3. La salle des machines, salle où se trouve la presque totalité des installations de réfrigération, doit être aménagée à l'abri de tout risque d'incendie et de toute source de chaleur importante. Aucune ouverture vers l'extérieur, autre que celle utilisée par le système de ventilation visé à l'article 6, ne doit être aménagée dans la salle des machines.

Rétention

RAM4. La salle des machines dispose d'un volume de rétention suffisant pour pouvoir récolter l'entièreté du volume d'ammoniac du plus grand système de réfrigération.

RAM5. Toutes les précautions sont prises pour empêcher toute infiltration de liquide dans le sol. A cet effet, le sol, les murs ou les digues de la rétention sont étanches et sont constitués de matériaux résistants aux effets physico-chimiques des substances susceptibles d'être répandues. Les matériaux utilisés pour retenir des substances inflammables sont, de plus, incombustibles.

Les murs ou les digues sont dimensionnés pour résister à la pression hydrostatique correspondant au remplissage maximum de la cuvette. Le passage de tuyauteries au travers des parois n'est autorisé que si l'étanchéité en est garantie.

RAM6. Des équipements de protection individuelle appropriés sont disponibles pour opérer rapidement en toute sécurité. Des moyens appropriés sont toujours disponibles sur le site et rapidement mis en œuvre pour contenir localement, collecter, absorber, neutraliser les substances répandues accidentellement. Le personnel est formé à ces interventions et des consignes écrites rappellent les modes opératoires.

Détection d'une émission d'ammoniac

RAM7. Les bâtiments renfermant de l'ammoniac sont équipés d'une installation de détection d'ammoniac, établie selon un code de bonne pratique par un installateur compétent. L'installation de détection est judicieusement placée par rapport aux bouches de ventilation, dans la trajectoire de l'air sortant du local technique. Cette installation est reliée à des dispositifs d'alertes visuelles et sonores établis de telle façon qu'à tout moment, l'alerte soit perçue par un responsable dès lors que la concentration dépasse le seuil de 195 ppm (ERPG2). Si les bâtiments sont compartimentés, chaque compartiment où des installations techniques contenant de l'ammoniac sont présentes est équipé d'un détecteur.

Traitement des émissions d'ammoniac

RAM8. La détection de l'ammoniac actionne automatiquement la fermeture des vannes du circuit de réfrigération et l'arrêt de l'installation de réfrigération.

RAM9. La détection de l'ammoniac actionne automatiquement le système de ventilation des locaux contenant les installations de réfrigération. Le système de ventilation pour gérer la problématique de l'ammoniac utilise une conduite d'évacuation indépendante de toute autre conduite de ventilation du bâtiment.

RAM10. Un système d'absorption est installé. Ce système est dimensionné pour pouvoir absorber l'entièreté du contenu de la machine disposant de la plus grande quantité d'ammoniac. Si le système

d'absorption fonctionne à l'eau, il doit au minimum être dimensionné avec 10 litres d'eau par kg d'ammoniac.

Surpression

RAM11. Chaque système de réfrigération doit être protégé des surpressions moyennant l'installation de dispositifs de protection tels que des dispositifs limiteurs de pression ou d'autres moyens équivalents conçus pour évacuer les surpressions.

RAM12. Afin d'éviter les surpressions, il convient d'utiliser si possible des soupapes de sûreté débitant vers le côté basse pression du système, plutôt que des soupapes débitant vers l'extérieur. Lorsqu'une soupape de sûreté débitant vers l'extérieur est installée, l'évacuation de cette soupape doit se faire directement vers le conduit d'évacuation de l'ammoniac ou vers le système d'absorption.

Contrôles périodiques

RAM13. Sans préjudice du strict respect du calendrier d'entretien courant fixé par le constructeur, les systèmes de réfrigération doivent être soumis à des examens et essais périodiques à effectuer chaque année par un organisme de contrôle en vue de déterminer la sécurité des installations. Un premier contrôle est organisé avant la première mise en service du système de réfrigération.

RAM14. A l'occasion de chaque visite, l'organisme de contrôle dresse un rapport indiquant la conformité de l'installation sur base du dossier technique, le fonctionnement correct des dispositifs de sécurité de la machine et des installations de sécurité assurant la mise en œuvre des mesures d'urgence et de l'état de conservation des composants de l'installation. Il fixe en plus dans son rapport le délai pendant lequel, selon son avis, les différentes installations peuvent encore être exploitées en toute sécurité avant d'être soumises à une nouvelle vérification. Les résultats de ces contrôles sont mis à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance des installations.

RAM15. En cas d'une anomalie constatée, le responsable de l'établissement ou le propriétaire doivent se conformer aux délais pour réparations et mise en état figurant sur les rapports de réception et de vérification de l'organisme de contrôle. Après toute réparation d'une anomalie, l'installation doit à nouveau être soumise à une nouvelle visite à effectuer par le même organisme.

Risques karstiques

RAM16. Les circuits d'adduction d'eau et d'évacuation des eaux usées et pluviales, y compris celles des surfaces imperméabilisées (terrasses, parkings, aires de chargement ou de stockage, ...), sont conçus de manière à être et à rester étanches en cas de mouvements de terrain. Il en est de même pour les réservoirs de tous types, enfouis ou hors sol (citernes, fosses septiques, bassins, mares, étangs d'ornement, cuves de récupération d'eau de pluie, piscines, ...). Le trop-plein de ces réservoirs est raccordé aux circuits d'évacuation d'eaux usées ou de pluie, selon le cas.

RAM17. Les réseaux d'épandage diffus sont conçus de manière à prendre en compte le risque de mouvements de terrain pouvant toucher les immeubles, infrastructures et impétrants.

RAM18. Les fondations et assises à établir sont conçues de manière à prendre en compte la présence de zones altérées et à parer aux tassements différentiels et aux mouvements de retrait/gonflement du sol, au besoin sur base des résultats d'essais de sols préalables.

AIR - REJETS ATMOSPHERIQUES

Les conditions particulières ci-dessous s'ajoutent aux conditions particulières figurant dans les autorisations existantes. Elles annulent et remplacent celles qui leur sont contraires ou celles qui y sont moins contraignantes.

CHAPITRE Ier. Généralités

AIR1. Les installations sont conçues, implantées et équipées de manière à prévenir et à limiter efficacement les nuisances et les inconvénients qui pourraient résulter de l'exploitation pour le voisinage tels que les émissions de poussières, de gaz, de fumées, d'odeurs et autres émanations.

AIR2. Il est fait usage des techniques appropriées aux circonstances pour éliminer, des rejets à l'atmosphère, toute substance qui pourrait provoquer un danger ou une incommodité par sa nature et/ou par les quantités rejetées.

AIR3. Les rejets quelconques d'effluents gazeux à l'atmosphère se font à une hauteur, une température, une vitesse et dans des conditions (degré de dilution, localisation ou orientation des conduits et des cheminées d'évacuation par rapport aux propriétés voisines, etc.) qui garantissent une dispersion efficace, en toutes circonstances, des polluants résiduaires.

AIR4. Les installations, en ce compris les aires de stockage, sont conçues de manière à limiter la production et le rejet de polluants dans l'atmosphère, notamment par la mise en œuvre de technologies propres et le développement de techniques de récupération, de lavage, de recyclage ou de valorisation des effluents ou le développement de systèmes de confinement efficaces.

AIR5. Le cas échéant, les gaz chargés de matières susceptibles de polluer l'environnement sont captés au plus près de la source d'émission et conduits vers une installation d'épuration adaptée à la nature des effluents rejetés.

AIR6. L'établissement dispose en permanence de réserves suffisantes de produits et matières utilisées en vue d'assurer la protection de la qualité de l'air ambiant, tels que manches de filtres, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, absorbants, etc.

AIR7. Dans le cas où des mesures à l'émission sont exigées pour vérifier le respect des valeurs limites d'émission, l'exploitant aménage des ouvertures dans les conduits d'évacuation en vue des mesures de contrôles. Ces ouvertures sont réalisées conformément à la procédure CWEA (Compendium Wallon des méthodes d'Echantillonnage et d'Analyse) qui décrit les aménagements des conduits industriels nécessaires à la réalisation des contrôles à l'émission dans le cadre de la lutte contre la pollution atmosphérique. Ces ouvertures, ainsi que leurs abords sont aisément accessibles de façon à pouvoir effectuer ces mesures en toute sécurité et sans préavis.

CHAPITRE II. Prescriptions techniques

AIR8. Sauf impossibilité technique dûment justifiée, les rejets canalisés se font verticalement vers le haut et sans chapeau afin de maximiser la dispersion des polluants.

AIR9. Tous les points d'émission à l'atmosphère de polluants, accompagnés de leurs moyens d'abattement éventuels et des endroits où les contrôles sont réalisés, sont indiqués sur un schéma du processus de fabrication (flow-sheet), tenu à la disposition du fonctionnaire technique et du fonctionnaire chargé de la surveillance. Ce schéma est tenu à jour.

AIR10. Pour les dispositifs d'épuration, une annexe à ce schéma donne les renseignements suivants : Rejet garanti par le fournisseur, en mg/Nm^3 - Débit horaire en Nm^3/h (en fonctionnement normal) - Température de rejet - Hauteur de rejet - Section du point de rejet - Coordonnées du point de rejet

CHAPITRE III.Modalités générales de contrôle

AIR11. Les opérations de contrôles sont effectuées aux frais de l'exploitant par un laboratoire agréé selon les dispositions de la loi du 28 décembre 1964 relative à la prévention de la pollution atmosphérique suivant des méthodes de référence ou toute autre méthode dont l'équivalence à une méthode de référence a été prouvée et avec des appareils de mesures conformes aux principes des meilleures techniques disponibles dans le domaine de l'instrumentation.

AIR12. La limite de détection, la sensibilité, la précision et la fiabilité de la méthode doivent être adaptées à la valeur limite d'émission, au niveau d'odeur ou au débit d'odeur correspondant à la substance à mesurer. La plage de mesure se situera au moins entre 0,1 fois et 2 fois la valeur, niveau ou débit fixé dans l'autorisation, sauf cas particulier.

AIR13. La durée d'échantillonnage de chaque mesure est fixée par la méthode de mesure. A défaut, elle doit être d'au moins une demi-heure.

AIR14. Sans préjudice des régimes de contrôle, les émissions de tous les polluants et des nuisances olfactives pour lesquels des limites à l'émission sont fixées dans l'acte d'autorisation sont mesurées au moins une fois après modification de 25 % de la capacité de l'installation ou après toute modification du système d'épuration.

AIR15. Les mesures destinées à déterminer les émissions doivent être effectuées et les résultats doivent être exprimés de manière telle qu'ils soient représentatifs des émissions de l'installation en régime de travail habituel (hors période de démarrage ou d'arrêt).

AIR16. Les résultats de la surveillance des émissions sont conservés par l'exploitant pendant au moins 5 ans et doivent être disponibles sur simple demande des autorités chargées de la surveillance.

AIR17. Lorsque le résultat des mesures indique un non-respect des normes de rejet, l'exploitant en informe sans délai le fonctionnaire chargé de la surveillance.

Si ce dépassement est :

- inférieur à 10 % de la valeur limite à l'émission, une nouvelle mesure de ce paramètre peut être prévue dans les trois mois ;

- compris entre 10 et 100 % de la valeur limite à l'émission, une nouvelle mesure de ce paramètre doit être prévue dans les trois mois;
- supérieur à 100 % de la valeur limite à l'émission, une nouvelle mesure de ce paramètre doit être prévue dans le mois et si ce dépassement persiste, l'exploitant rédige un rapport recensant les causes des dépassements et les mesures prises pour le respect des normes imposées. Ce rapport est envoyé dans les 30 jours qui suivent la deuxième mesure au fonctionnaire chargé de la surveillance et au fonctionnaire technique.

CHAPITRE IV. Installations de production de froid

Installations de production de froid à l'ammoniac

Conditions

AIR18. L'exploitant doit tenir à jour un registre indiquant la quantité d'ammoniac présente dans l'installation, le cas échéant stockée en réserve ainsi que les compléments de charge effectués. Ce registre est tenu à la disposition du Fonctionnaire chargé de la surveillance.

AIR19. La ventilation des salles des machines est assurée par un dispositif mécanique calculé selon les normes en vigueur, de façon à éviter à l'intérieur des locaux toute stagnation de poches de gaz. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines et d'une source de chaleur, de façon à ne pas entraîner de risque pour l'environnement et pour la santé humaine.

AIR20. Les locaux renfermant le groupe frigorifique et les réservoirs d'ammoniac sont équipés d'une installation de détection d'ammoniac. L'installation de détection est judicieusement placée par rapport aux bouches de ventilation, dans la trajectoire de l'air sortant.

AIR21. Avant la mise en service des réservoirs et de l'équipement frigorifique un contrôle d'étanchéité du circuit frigorifique est effectué en surpression par un technicien spécialisé conformément aux prescriptions de la norme NBN EN 378 ou à toute autre norme étrangère équivalente ou code de bonne pratique.

AIR22. L'équipement frigorifique est mis en service lorsqu'aucune fuite n'est détectée. L'exploitant conserve un exemplaire de l'attestation d'étanchéité transmis par le technicien frigoriste et le présente à toute demande du fonctionnaire chargé de la surveillance.

AIR23. Toute émission volontaire d'agent réfrigérant dans l'atmosphère n'est pas autorisée sauf si elle est nécessaire pour assurer la sécurité des personnes se trouvant dans l'établissement.

AIR24. L'exploitant notifie au fonctionnaire chargé de la surveillance la mise en service ou hors service, définitive ou suite à une fuite détectée, de l'équipement frigorifique ainsi que toute modification de l'installation.

CHAPITRE V. Emissions de <u>poussières</u>

*Rejets de poussières (**Diffus**) :*

Conditions:

AIR25. Les installations de manipulation, transvasement, transport et dosage des produits pulvérulents sont conçues, réalisées et mises en œuvre de manière à éviter les envols de poussières ; L'exploitant garantit l'absence d'envols visibles de poussières lors des opérations non confinées de manutention et de chargement/déchargement.

AIR26. Les stockages de matériaux susceptibles de dégager des poussières doivent être protégés des vents en mettant en place des écrans ou être stabilisés pour éviter les émissions et les envols de poussières. En cas d'impossibilité de les stabiliser, ces stockages doivent être réalisés sous abri ou en silos. Il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec ;

AIR27. L'exploitant limite toute émission de poussières en provenance des abris de stockage en prenant les mesures appropriées (filtres, dépoussiéreurs, système d'ouverture/fermeture des portes,...). L'exploitant limite l'ouverture des portes des halls de stockage au strict nécessaire lors des opérations de manutention et de chargement/déchargement.

AIR28. Afin que la circulation des véhicules sur le site ne provoque pas l'émission ou l'envolée massive de poussières, particulièrement en période sèche, l'exploitant veillera à maintenir la propreté de la voirie ou à maintenir l'humidité de la voirie et des aires de manutention suffisante par un arrosage régulier.

AIR29. L'exploitant impose à tout camion sortant de son site, l'obligation de bâcher son transport.

Rejets de poussières ***des Hangar de stockage de pomme de terre****:*

Conditions

AIR30. En cas de dépôt de matières végétales susceptibles de dégager des poussières, l'exploitant met en œuvre les mesures appropriées pour limiter les émissions de poussières. Ces mesures sont notamment la réduction des hauteurs de chute libre, le capotage, l'utilisation de goulotte de chargement ou de déchargement, la mise en place d'écrans pour limiter l'envols de poussières dus aux vents, la réalisation du dépôt sous abri ou en silos.

AIR31. Enregistrement des traitements et des périodes de ventilation: L'exploitant tient à la disposition du Fonctionnaire chargé de la surveillance un registre dans lequel sont consignés : Pour chaque traitement antigerminatif : date du traitement, durée du traitement, technique de traitement (aspersion, nébulisation, poudrage, ...), nature et quantité de la substance active utilisée, hangar concerné ; Pour toute la durée de conservation et pour chaque hangar de conservation : dates, durées, débits et modes de fonctionnement (en circuit fermé, en circuit ouvert avec apport de x% d'air neuf ou y% de rejet vers l'extérieur) des périodes de fonctionnement du système de ventilation.

AIR32. Localisation des rejets atmosphériques **:** L'exploitant tient à la disposition du Fonctionnaire chargé de la surveillance un plan des hangars de traitement et de conservation localisant tous les rejets atmosphériques et toutes les ouvertures.

Limitation

AIR33. La concentration en poussières dans les effluents gazeux **canalisés** rejetés à l'atmosphère ne dépasse pas les normes suivantes : **10 mg/Nm³**

Conditions en cas d'utilisation de produits antigerminatifs : contenant des substances actives ou de composants de formulation comportant les mentions de risque (R) ou de danger (H) :

R20 Nocif par inhalation - R23 Toxique par inhalation - R26 Très toxique par inhalation - R40 Susceptible de provoquer le cancer - R45 Peut provoquer le cancer - R46 Peut induire des anomalies génétiques - R49 Peut provoquer le cancer par inhalation - R50 Très toxique pour les organismes aquatiques - R51 Toxique pour les organismes aquatiques - R52 Nocif pour les organismes aquatiques - R53 Peut entraîner des effets néfastes à long terme pour l'environnement aquatique - R54 Toxique pour la flore - R55 Toxique pour la faune - R56 Toxique pour les organismes du sol - R57 Toxique pour les abeilles - R58 Peut entraîner des effets néfastes à long terme pour l'environnement - R60 Peut nuire à la fertilité - R61 Peut nuire au fœtus - R68 Susceptible d'induire des anomalies génétiques ou de danger (H) H330 Mortel par inhalation - H331 Toxique par inhalation - H332 Nocif par inhalation - H340 Peut induire des anomalies génétiques - H341 Susceptible d'induire des anomalies génétiques - H350 Peut provoquer le cancer - H350i Peut provoquer le cancer par inhalation - H351 Susceptible de provoquer le cancer - H360 Peut nuire à la fertilité ou au fœtus - H361 Susceptible de nuire à la fertilité ou au fœtus - H400 Très toxique pour les organismes aquatiques - H410 Très toxique pour les organismes aquatiques, entraîne des effets néfastes à long terme - H411 Toxique pour les organismes aquatiques, entraîne des effets néfastes à long terme - H412 Nocif pour les organismes aquatiques, entraîne des effets néfastes à long terme - H413 Peut être nocif à long terme pour les organismes aquatiques. (classifications issues de la Directive Europeenne 67-548 et du Reglement Europeen CLP (CE 1272 2008)) ou figurant dans la liste TEDX des perturbateurs endocriniens consultable via https://endocrinedisruption.org/interactive-tools/tedx-list-of-potential-endocrine-disruptors/search-the-tedx-list

En cas d'utilisation de produits antigerminatifs : Rejets et étanchéité des bâtiments

AIR34. Aucune émission visible de fumée, de vapeur, de gaz ou de particules ne passe les ouvertures (portes, fenêtres, ventelles, trappes, évents, cheminées, système d'épuration,...) des bâtiments de traitement et/ou de conservation au cours des opérations de traitement antigerminatif, pendant toute la durée de conservation et pendant les opérations de nettoyage des hangars.

AIR35. Les nouveaux bâtiments dans lesquels s'effectuent des opérations de traitement ou dans lesquels sont conservées les pommes de terre sont conçus pour pouvoir être complètement étanches. Des tests sont effectués à la réception des bâtiments permettant de démontrer leur étanchéité.

AIR36. L'exploitant dispose d'un délai de 24 mois à dater de la date du présent arrêté pour rendre les bâtiments existants de traitement ou de conservation étanches. A l'issue de cette période, des tests sont effectués sur les bâtiments permettant de démontrer leur étanchéité.

AIR37. L'exploitant élabore une procédure interne visant à vérifier et à démontrer périodiquement l'étanchéité des bâtiments dans lesquels les produits antigerminatifs sont appliqués (par aspersion, nébulisation, poudrage,...) ou dans lesquels les pommes de terre sont conservées.

AIR38. Cette procédure est mise en œuvre avant chaque campagne de récolte des pommes-de-terre.

AIR39. Le personnel interne ou externe impliqué dans les traitements antigerminatifs est périodiquement informé/formé sur l'existence et le contenu de la procédure (à l'engagement puis périodiquement et lors des modifications de la procédure). Le personnel signe un registre à chaque session d'information/formation.

AIR40. La procédure interne, le registre de formation et les résultats des tests d'étanchéité sont tenus à la disposition du Fonctionnaire chargé de la surveillance.

AIR41. En cas de traitement antigerminatif par nébulisation (si possible, également en cas d'aspersion ou de poudrage), les pommes de terre sont amenées à la température de conservation si possible avant tout traitement afin de diminuer les besoins de ventilation et donc les rejets après traitement.

AIR42. Si le CIPC a été utilisé précédemment dans le bâtiment de stockage, un nettoyage complet des bâtiments et des installations selon la procédure relayée par la FIWAP (Directives de nettoyage des bâtiments de stockage de pommes de terre et des équipements pour réduire la teneur en chlorprophame (CIPC)) est réalisé. En cas d'utilisation d'autres substances visées par les phrases H ou R mentionnées ci-dessus, un tel nettoyage est effectué tous les ans. Directives de nettoyage des bâtiments de stockage de pommes de terre et des équipements pour réduire la teneur en CIPC - Fiwap - Filière wallone de la pomme de terre.

En cas d'utilisation de produits antigerminatifs : Surveillance à l'immission

AIR43. A l'occasion de chacun des 3 premiers traitements antigerminatifs à l'aide d'un même produit (après la délivrance du présent arrêté) concernant au moins un tiers de la capacité maximale de stockage du site, l'exploitant fait réaliser une campagne de prélèvement de l'air ambiant (particules + gaz) d'une durée de 15±1 jours débutant entre le 8e et le 14e jour après le début du traitement, à une distance de maximum 20 m des bâtiments concernés, en aval des vents dominants.

AIR44. Les critères de qualité de l'air ambiant (CQ) suivants doivent être respectés dans les prélèvements :

1,4-dimethylnaphthalene : CQ = 3,5 µg/m^3 (1) base du CQ : ADI PPDB (Pesticide Properties DataBase).

Note : les CQ ci-dessus tiennent compte uniquement des effets directs (par inhalation) sur la santé humaine et ne prennent pas en compte l'impact sur l'environnement naturel ni la contamination potentielle de la chaîne alimentaire humaine.

AIR45. Les résultats de chaque campagne de prélèvement et d'analyse doivent être communiqués par le laboratoire à l'exploitant dans les plus brefs délais. Si une campagne de prélèvement donne

un résultat dépassant le CQ et que l'exploitant souhaite continuer avec le même produit, la Section 7 entre en application et la Section 6 est abandonnée. L'exploitant en informe sans délai le Fonctionnaire chargé de la surveillance.

En cas d'utilisation de produits antigerminatifs : Surveillance des rejets canalisés

AIR46. Pendant toute la durée des opérations de traitement antigerminatif par aspersion ou par poudrage, le bâtiment (ou caisson) dans lequel est effectué ce type de traitement est maintenu sous dépression et l'air aspiré est canalisé vers un ou plusieurs points de rejet extérieur.

AIR47. Dès le début de chaque traitement antigerminatif et pendant toute la période de conservation qui suit, la totalité de l'air rejeté à l'extérieur des bâtiments de conservation par les systèmes de ventilation est canalisé vers un ou plusieurs points de rejet.

AIR48. Les rejets canalisés débouchent verticalement de bas en haut et sans obstacle chapeau, à une hauteur d'au moins 1 mètre au-dessus du niveau de la toiture des hangars.

AIR49. Les rejets canalisés respectent la valeur limite suivante en poussières totales : 10 mg/Nm^3

AIR50. Selon les substances actives ou composants utilisés pour freiner la germination des tubercules, les rejets canalisés respectent la (ou les) VLE suivante(s) :

1,4-dimethylnaphthalene = 3,5 x 1000 µg/Nm^3. VLE (débit de rejet représentatif de la période à laquelle se fait la mesure)

Contrôle

AIR51. Un organisme agréé contrôle les concentrations en polluants pour lesquels des limites ont 2té fixées : À la demande du Fonctionnaire chargé de la surveillance.

AIR52. Les opérations de contrôle sont effectuées aux frais de l'exploitant suivant des méthodes de référence ou toute autre méthode dont l'équivalence à une méthode de référence a été prouvée.

AIR53. Les résultats de la surveillance des émissions sont conservés par l'exploitant et doivent être disponibles sur simple demande des autorités chargées de la surveillance. Lors du premier contrôle, un rapport reprenant les résultats des mesures ainsi que les paramètres du prélèvement (méthodes, débits,..) est envoyé au Fonctionnaire chargé de la surveillance.

AIR54. Lorsque le résultat des mesures indique un non-respect des normes de rejet, l'exploitant en informe sans délai le Fonctionnaire chargé de la surveillance.

BRU - EMISSIONS SONORES

BRUIT1. Afin de vérifier le respect des normes en vigueur, une étude de bruit est réalisée par un bureau d'études agréée dans les 3 mois à dater de la construction du nouveau bâtiment de l'installation et le fonctionnement des nouveaux équipements. Les résuLtats sont transmis au Département de la Police et des Contrôles - Avenue de l'Ecluse, 22 à 6000 Charleroi. Si les normes

ne sont pas respectées, l'exploitant prendra les mesures nécessaires en concertation avec le bureau d4études.

NAT - PROTECTION DE LA NATURE

NAT1.Les arbres et la haie plantés récemment sur le site doivent toujours être présents et en bonne santé après les travaux.

NAT2. Une gestion différenciée des espaces verts au sein du site (pas de produit phytosanitaire, fauche tardive, zone refuge, prairies fleuries) est appliquée.

URB - URBANISME

URB1. Une zone tampon est réalisée à l'arrière de la parcelle, d'une épaisseur minimale de 7 m mesurée à partir de la limite de propriété arrière, sous forme de bosquets.

Cette zone tampon sera composée :

- D'un mélange de minimum 8 plants/100m² d'arbres à haute tige, de force min. 12-14 cm de circonférence à 1 m du sol comprenant des érables, des frênes, des tilleuls, des chênes, des charmes et des hêtres ;
- De haies de charme et/ou de hêtre à raison de 4 plants par mètre et d'une hauteur minimale de 60cm, notamment le long des limites de propriété ;
- D'un couvert végétal composé de 50 % de graminées et 50 % de fleurs sauvages ;

URB2.Une haie mellifère est plantée, à raison de 4 plants par mètre et d'une hauteur minimale de 60 cm, le long de toutes les limites de propriété non encore végétalisées (hors accès).

URB3.Le bassin d'orage est transformé : sa capacité sera augmentée de 30%, sa forme sera organique et des plantes hélophytes seront placées sur tout le pourtour du bassin. Les plantes invasives sont strictement interdites.

URB4. Les travaux de plantations sont réalisés dans l'année suivant la mise en exploitation de l'extension de l'activité.

URB5. Les versants des toitures exposés S-E des hangars sont équipés sur toute leur surface de panneaux photovoltaïques. Ceux-ci sont installés et opérationnels avant la mise en activité de l'extension.

URB6. Le bassin d'orage est modifié afin que sa forme soit organique et soit accompagné de plantations.

Article 6. Le présent permis est exécutoire selon les dispositions de l'article 46 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

Article 7. Le présent permis est accordé pour un terme **expirant le 19/02/2036** en ce qu'il tient lieu d'un permis d'environnement et pour une durée illimitée en ce qu'il tient lieu d'un permis d'urbanisme.

Article 8. Le permis est périmé si les travaux n'ont pas été commencés de manière significative dans les trois ans à compter du jour où le permis devient exécutoire conformément à l'article 46.

La péremption s'opère de plein droit.

Toutefois, à la demande de l'exploitant, le délai de mise en œuvre du permis est prorogé pour une période de cinq ans. Cette demande est introduite trente jours avant l'expiration du délai de péremption visé aux alinéas précédents.

Article 9. Le présent permis est frappé de caducité si l'établissement autorisé n'est pas exploité durant deux années consécutives.

Article 10. L'exploitant est tenu :

a. de prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter, réduire ou remédier aux dangers, nuisances et inconvénients de l'établissement ;

b. de signaler immédiatement à l'autorité compétente tout cas d'accident ou d'incident de nature à porter préjudice aux intérêts visés à l'article 2 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

c. de fournir toute l'assistance nécessaire pour permettre aux fonctionnaires et agents compétents de mener à bien leurs actions visées aux articles D.146 et D.162 du Code de l'environnement ;

d. de conserver, sur les lieux même de l'établissement où à tout endroit convenu avec l'autorité compétente, l'ensemble des permis ou déclarations en vigueur, toutes décisions prescrivant des conditions complémentaires d'exploitation, ainsi que le registre des modifications intervenues et la liste des incidents et accidents visés au point b ;

e. de conserver également aux mêmes lieux, tous les rapports, certificats et procès-verbaux émanant d'organisme de contrôle, de visiteurs ou d'experts, et ayant trait à la sécurité ou la salubrité publique ;

f. d'informer l'autorité compétente, le fonctionnaire technique et les fonctionnaires et agents désignés par le Gouvernement de toute cessation d'activité au moins 10 jours avant cette opération sauf cas de force majeure ;

g. d'informer l'autorité compétente, le fonctionnaire technique et les fonctionnaires et agents désignés par le Gouvernement de la déclaration de la faillite dans les 10 jours de son prononcé sauf cas de force majeure ;

h. de remettre en état le site, en fin d'exploitation, conformément à l'article 1er, 13° du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

i. de porter à la connaissance de l'autorité compétente, du collège communal et du fonctionnaire technique, au moins 15 jours à l'avance, la date fixée pour la mise en œuvre du permis.

Article 11. Toute transformation ou extension d'un établissement de classe 1 ou de classe 2:

a. qui ne consiste pas en un déplacement de l'établissement ;

b. qui n'entraîne pas l'application d'une nouvelle rubrique de classement autre que de classe 3 ;

c. qui n'est pas de nature à aggraver directement ou indirectement les dangers, nuisances ou inconvénients à l'égard de l'homme ou de l'environnement ;

d. qui n'augmente pas le nombre d'animaux faisant l'objet du permis ou si cet accroissement n'est pas de nature à porter atteinte au bien-être des animaux;

e. qui affecte le descriptif ou les plans annexés au permis ou encore une source d'émission de gaz à effet de serre spécifiés ;

doit être consignée par l'exploitant dans **un registre de modification**.

Tous les ans, à la date anniversaire du présent arrêté et pour autant que l'établissement ait subi des transformations ou extensions, l'exploitant envoie une copie de la liste des transformations ou extensions intervenues au cours de l'année écoulée au fonctionnaire technique et au Collège communal de la commune sur le territoire de laquelle est situé l'établissement, et à l'organisme désigné si la transformation ou l'extension affecte notablement une source d'émission de gaz à effet de serre spécifiés.

Pour plus de détail, consulter sur le portail Wallonie.be la démarche « Transmettre le registre des transformations ou extensions d'un établissement de classe 1 ou 2 ».

Article 12. Si l'établissement est exploité, en tout ou en partie, par une personne autre que le titulaire de ce permis, l'exploitant cédant ou ses ayants droit et l'exploitant cessionnaire procèdent à une notification conjointe à l'autorité compétente c'est-à-dire au fonctionnaire technique. A cette occasion, le cessionnaire confirme par écrit avoir pris connaissance du permis, poursuivre la même activité et accepter les conditions fixées dans le permis d'environnement. Aussi longtemps que la déclaration conjointe du transfert n'a pas eu lieu et, quand le permis impose une sûreté, qu'une nouvelle sûreté n'a pas été constituée, l'exploitant cédant ou ses ayants droit demeurent solidairement responsables avec le cessionnaire pour les dommages qui pourraient résulter du non-respect par le nouvel exploitant des conditions d'exploitation applicables à l'établissement.

Pour plus de détail, consulter sur le portail Wallonie.be la démarche « Changer l'exploitant d'un établissement autorisé par permis d'environnement ».

Article 13. En cas de destruction partielle ou totale de l'établissement, l'exploitant doit saisir l'autorité compétente pour qu'elle décide si un nouveau permis doit être sollicité pour tout ou partie de l'établissement.

Article 14. Sans préjudice des poursuites pouvant être exercées en vertu du Code pénal, les contraventions au présent arrêté seront constatées et punies conformément à la Partie VIII - *Recherche, constatation, poursuite, répression et mesures de réparation des infractions en matière d'environnement* - des dispositions décrétales et réglementaires du Code de l'environnement.

Article 15. Un recours auprès du Gouvernement wallon, à l'adresse du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources Naturelles et Environnement, avenue Prince de Liège, 15 à 5100 NAMUR (Jambes), est ouvert à toute personne physique ou morale justifiant d'un intérêt, ainsi qu'au fonctionnaire technique, au fonctionnaire délégué et au collège communal de la commune sur le territoire de laquelle l'établissement où les actes et travaux concernés sont situés.

Sous peine d'irrecevabilité, le recours doit être adressé par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ou remis contre récépissé au fonctionnaire technique compétent sur recours - Service public de Wallonie c/o Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement, avenue Prince de Liège, 15 à 5100 NAMUR (Jambes) - dans un délai de vingt jours :

a. à dater de la réception de la décision pour le demandeur, le fonctionnaire technique et le fonctionnaire délégué ;

b. à dater du premier jour de l'affichage de la décision pour les personnes non visées au 1°. Si la décision est affichée dans plusieurs communes, le délai est prolongé jusqu'au vingtième jour suivant le premier jour de l'affichage dans la commune qui y a procédé la dernière.

Le recours n'est pas suspensif de la décision attaquée, sauf s'il est introduit par le fonctionnaire technique, le fonctionnaire délégué ou au collège communal de la commune sur le territoire de laquelle l'établissement où les actes et travaux concernés sont situés.

Le recours est introduit selon les dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et en utilisant le formulaire « 2 - Formulaire relatif aux recours ».

Un droit de dossier de 25,00 euros est à verser sur le compte 091-2150215-45 (IBAN : BE44 0912 1502 1545 \ BIC : GKCCBEBB) du Département des Permis et Autorisations, avenue Prince de Liège, 15 à 5100 NAMUR (Jambes).

Article 16. Dans les 10 jours qui suivent l'adoption de la décision cette dernière fait l'objet d'un avis - conforme aux dispositions de l'article D.29-22, § 2, alinéa 4, du livre 1er du code de l'environnement - affiché durant vingt jours aux endroits habituels d'affichage et, de manière parfaitement visible, sur le bien concerné par le projet.

Article 17. La décision est notifiée :

En expédition conforme selon les dispositions de l'article 176 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement au :

- demandeur SAMBRE SUD POTATO SA (n° BCE : 0650637495), Meulebekestraat 105 Bte B à 8740 PITTEM ;

- Collège communal de la Collège communal de et à Merbes-le-Château, Rue Saint-Martin n° 71 à 6567 MERBES-LE-CHATEAU ;Collège communal de la Collège communal de et à Erquelinnes, Rue Albert 1er n° 51 à 6560 ERQUELINNES ;

En copie libre et par pli ordinaire, ou par courrier électronique

- **aux instances d'avis consultées :**
  - SPW ARNE - DEE - Direction de la Prévention des Pollutions - Cellule bruit, Avenue Prince de Liège n° 15 à 5100 NAMUR (Jambes) ;
  - Agence wallonne du Patrimoine - Direction opérationnelle de la zone ouest, Place du Béguinage n° 16 à 7000 MONS ;
  - SPW ARNE - Direction de Mons du Département de la Nature et des Forêts, Rue Achille Legrand n° 16 à 7000 MONS ;
  - Zone de Secours Hainaut-est, Rue de la Tombe n° 112 à 6001 CHARLEROI (Marcinelle) ;
  - SPW ARNE - DEE - Direction des Eaux Souterraines de Namur, Avenue Reine Astrid n° 39 à 5000 NAMUR ;
  - Agence Wallonne de l'Air et du Climat, Avenue Prince de Liège n° 7 à 5100 NAMUR (Jambes) ;
  - SPW TLPE - DATU - Direction juridique, des Recours et du Contentieux, Rue des Brigades d'Irlande n° 1 à 5100 NAMUR (Jambes) ;
  - SPW ARNE - DEE - Direction des Risques industriels, géologiques et miniers, Avenue Prince de Liège n° 15 à 5100 NAMUR (Jambes) ;
  - SWDE - Société wallonne des eaux, Rue de la Concorde n° 41 à 4800 VERVIERS ;
- **au fonctionnaire chargé de la surveillance :**
  - Service Public de Wallonie - Agriculture, Ressources naturelles et Environnement - Département de la Police et des Contrôles – Direction extérieure de CHARLEROI, Rue de l'Écluse n° 22 à 6000 CHARLEROI ;

Article 18. La présente décision relative à l'établissement PE n° 10105647 est enregistrée sous le numéro de dossier 10012323 auprès de la Direction extérieure de CHARLEROI du Département des Permis et Autorisations.

Liste des annexes :

Annexe 1 : rapport de prévention incendie

Annexe 2 : régularisation urbanistique du projet existant

Annexe 3 : situation de permis d'urbanisme : plan d'implantation, situation, profil terrain, plan général

Annexe 4 : situation de permis d'urbanisme : plan général - partie 1, élévation avant

Annexe 5 : situation de permis d'urbanisme : plan général - partie 2, élévation arrière

Annexe 6 : situation de permis d'urbanisme : élévation gauche, élévation droite, coupe AA

Annexe 7 : situation existante : plan d'implantation, profil terrain, plan général

Annexe 8 : situation existante : plan général - partie 1, élévation avant

Annexe 9 : situation existante : plan général - partie 2, élévation arrière

Annexe 10 : situation existante : élévation gauche, droite, coupe AA

Annexe 11 : situation projetée : plan d'implantation, plan général

Annexe 12 : situation projetée : plan général - partie 1, profil terrain

Annexe 13 : situation projetée : plan général - partie 2

Annexe 14 : situation projetée : élévation avant, arrière, gauche, droite, coupe AA

CHARLEROI, le 22 JAN. 2024

Raphaël STOKIS
Fonctionnaire délégué

Daniel VANDERWEGEN
Fonctionnaire technique

CONTACT

Permis d'environnement

Département des Permis et Autorisations
DPA Charleroi
Rue de l'Écluse 22
6000 CHARLEROI

Permis d'urbanisme

Département de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme
Direction du Hainaut II - Urbanisme
Rue de l'Ecluse 22
6000 CHARLEROI

VOS GESTIONNAIRES

Permis d'environnement

Contact technique :
Isabelle BUCCELLA
isabelle.buccella@spw.wallonie.be
Contact administratif :
Stephanie DELRIO
stephanie.delrio@spw.wallonie.be
(+32) 071/654776

Permis d'urbanisme

Contact technique :
Elena FORLANTE
elena.forlante@spw.wallonie.be
Contact administratif :
Carine HANCQ
carine.hancq@spw.wallonie.be

VOTRE DEMANDE

RÉFÉRENCES

Permis d'environnement : 10012323
Permis d'urbanisme : 2292863 & F0412/56022/PU3/2022/1/FD/PM

CADRE LÉGAL

- Décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement

Wallonie
service public
SPW

Vu pour être annexé au permis unique 22 JAN. 2024

Réf. SPW-ARNE : **10012323/IB.sd**
Réf. SPW-TLPE : **2292863 & F0412/56022/PU3/2022/1/FD/PM**
Commune : **ERQUELINNES**
Etablissement : **SAMBRE SUD POTATO**
Espace Européen d'Entreprises n° 1
6560 ERQUELINNES

Objet du permis : **construire un nouvel hangar de stockage de pommes de terre, exploiter une installation de production de froid avec ammoniac et un générateur pour la production et le maintien d'un niveau d'éthylène pour empêcher la germination**

Exploitant : **SAMBRE SUD POTATO, Meulebekestraat 105 bte B à 8740 PITTEM**

Le Fonctionnaire délégué, **Le Fonctionnaire technique,**

Raphaël STOKIS **Daniel VANDERWEGEN**

Wallonie
service public
SPW

Vu pour être annexé au permis unique 22 JAN. 2024

Réf. SPW-ARNE : **10012323/IB.sd**
Réf. SPW-TLPE : **2292863 & F0412/56022/PU3/2022/1/FD/PM**
Commune : **ERQUELINNES**
Etablissement : **SAMBRE SUD POTATO**
Espace Européen d'Entreprises n° 1
6560 ERQUELINNES

Objet du permis : **construire un nouvel hangar de stockage de pommes de terre, exploiter une installation de production de froid avec ammoniac et un générateur pour la production et le maintien d'un niveau d'éthylène pour empêcher la germination**

Exploitant : **SAMBRE SUD POTATO, Meulebekestraat 105 bte B à 8740 PITTEM**

Le Fonctionnaire délégué, **Le Fonctionnaire technique,**

Raphaël STOKIS **Daniel VANDERWEGEN**

Wallonie
service public
SPW

Vu pour être annexé au permis unique 22 JAN. 2024

Réf. SPW-ARNE : **10012323/IB.sd**
Réf. SPW-TLPE : **2292863 & F0412/56022/PU3/2022/1/FD/PM**
Commune : **ERQUELINNES**
Etablissement : **SAMBRE SUD POTATO**
Espace Européen d'Entreprises n° 1
6560 ERQUELINNES

Objet du permis : **construire un nouvel hangar de stockage de pommes de terre, exploiter une installation de production de froid avec ammoniac et un générateur pour la production et le maintien d'un niveau d'éthylène pour empêcher la germination**

Exploitant : **SAMBRE SUD POTATO, Meulebekestraat 105 bte B à 8740 PITTEM**

Le Fonctionnaire délégué, **Le Fonctionnaire technique,**

Raphaël STOKIS **Daniel VANDERWEGEN**

Wallonie
service public
SPW

Vu pour être annexé au permis unique 22 JAN. 2024

Réf. SPW-ARNE : **10012323/IB.sd**
Réf. SPW-TLPE : **2292863 & F0412/56022/PU3/2022/1/FD/PM**
Commune : **ERQUELINNES**
Etablissement : **SAMBRE SUD POTATO**
Espace Européen d'Entreprises n° 1
6560 ERQUELINNES

Objet du permis : **construire un nouvel hangar de stockage de pommes de terre, exploiter une installation de production de froid avec ammoniac et un générateur pour la production et le maintien d'un niveau d'éthylène pour empêcher la germination**

Exploitant : **SAMBRE SUD POTATO, Meulebekestraat 105 bte B à 8740 PITTEM**

Le Fonctionnaire délégué, **Le Fonctionnaire technique,**

Raphaël STOKIS **Daniel VANDERWEGEN**

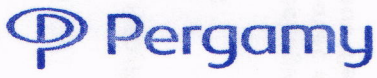

Pergamy

Pergamy

Pergamy

Pergamy

Pergamy

Pergamy

Pergamy

Pergamy

Pergamy

Pergamy

Pergamy

Pergamy

Pergamy

Pergamy

Pergamy

Pergamy

Pergamy

Pergamy

Pergamy

Pergamy

Pergamy

Wallonie
service public
SPW

Vu pour être annexé au permis unique 22 JAN. 2024

Réf. SPW-ARNE : **10012323/IB.sd**
Réf. SPW-TLPE : **2292863 & F0412/56022/PU3/2022/1/FD/PM**
Commune : **ERQUELINNES**
Etablissement : **SAMBRE SUD POTATO**
Espace Européen d'Entreprises n° 1
6560 ERQUELINNES

Objet du permis : **construire un nouvel hangar de stockage de pommes de terre, exploiter une installation de production de froid avec ammoniac et un générateur pour la production et le maintien d'un niveau d'éthylène pour empêcher la germination**

Exploitant : **SAMBRE SUD POTATO, Meulebekestraat 105 bte B à 8740 PITTEM**

Le Fonctionnaire délégué, **Le Fonctionnaire technique,**

Raphaël STOKIS **Daniel VANDERWEGEN**

Wallonie
service public
SPW

Vu pour être annexé au permis unique 22 JAN. 2024

Réf. SPW-ARNE : **10012323/IB.sd**
Réf. SPW-TLPE : **2292863 & F0412/56022/PU3/2022/1/FD/PM**
Commune : **ERQUELINNES**
Etablissement : **SAMBRE SUD POTATO**
Espace Européen d'Entreprises n° 1
6560 ERQUELINNES

Objet du permis : **construire un nouvel hangar de stockage de pommes de terre, exploiter une installation de production de froid avec ammoniac et un générateur pour la production et le maintien d'un niveau d'éthylène pour empêcher la germination**

Exploitant : **SAMBRE SUD POTATO, Meulebekestraat 105 bte B à 8740 PITTEM**

Le Fonctionnaire délégué, **Le Fonctionnaire technique,**

Raphaël STOKIS **Daniel VANDERWEGEN**

Wallonie
service public
SPW

Vu pour être annexé au permis unique 22 JAN. 2024

Réf. SPW-ARNE : **10012323/IB.sd**
Réf. SPW-TLPE :**2292863 & F0412/56022/PU3/2022/1/FD/PM**
Commune : **ERQUELINNES**
Etablissement : **SAMBRE SUD POTATO**
Espace Européen d'Entreprises n° 1
6560 ERQUELINNES

Objet du permis : **construire un nouvel hangar de stockage de pommes de terre, exploiter une installation de production de froid avec ammoniac et un générateur pour la production et le maintien d'un niveau d'éthylène pour empêcher la germination**

Exploitant : **SAMBRE SUD POTATO, Meulebekestraat 105 bte B à 8740 PITTEM**

Le Fonctionnaire délégué, **Le Fonctionnaire technique,**

Raphaël STOKIS **Daniel VANDERWEGEN**

Wallonie
service public
SPW

Vu pour être annexé au permis unique 22 JAN. 2024

Réf. SPW-ARNE : **10012323/IB.sd**
Réf. SPW-TLPE : **2292863 & F0412/56022/PU3/2022/1/FD/PM**
Commune : **ERQUELINNES**
Etablissement : **SAMBRE SUD POTATO**
Espace Européen d'Entreprises n° 1
6560 ERQUELINNES

Objet du permis : **construire un nouvel hangar de stockage de pommes de terre, exploiter une installation de production de froid avec ammoniac et un générateur pour la production et le maintien d'un niveau d'éthylène pour empêcher la germination**

Exploitant : **SAMBRE SUD POTATO, Meulebekestraat 105 bte B à 8740 PITTEM**

Le Fonctionnaire délégué, **Le Fonctionnaire technique,**

Raphaël STOKIS **Daniel VANDERWEGEN**

Pergamy

Wallonie
service public
SPW

Vu pour être annexé au permis unique 22 JAN. 2024

Réf. SPW-ARNE : **10012323/IB.sd**
Réf. SPW-TLPE : **2292863 & F0412/56022/PU3/2022/1/FD/PM**
Commune : **ERQUELINNES**
Etablissement : **SAMBRE SUD POTATO**
Espace Européen d'Entreprises n° 1
6560 ERQUELINNES

Objet du permis : **construire un nouvel hangar de stockage de pommes de terre, exploiter une installation de production de froid avec ammoniac et un générateur pour la production et le maintien d'un niveau d'éthylène pour empêcher la germination**

Exploitant : **SAMBRE SUD POTATO, Meulebekestraat 105 bte B à 8740 PITTEM**

Le Fonctionnaire délégué, **Le Fonctionnaire technique,**

Raphaël STOKIS **Daniel VANDERWEGEN**

Wallonie
service public
SPW

Vu pour être annexé au permis unique 22 JAN. 2024

Réf. SPW-ARNE : **10012323/IB.sd**
Réf. SPW-TLPE : **2292863 & F0412/56022/PU3/2022/1/FD/PM**
Commune : **ERQUELINNES**
Etablissement : **SAMBRE SUD POTATO**
Espace Européen d'Entreprises n° 1
6560 ERQUELINNES

Objet du permis : **construire un nouvel hangar de stockage de pommes de terre, exploiter une installation de production de froid avec ammoniac et un générateur pour la production et le maintien d'un niveau d'éthylène pour empêcher la germination**

Exploitant : **SAMBRE SUD POTATO, Meulebekestraat 105 bte B à 8740 PITTEM**

Le Fonctionnaire délégué, **Le Fonctionnaire technique,**

Raphaël STOKIS **Daniel VANDERWEGEN**

Wallonie
service public
SPW

Vu pour être annexé au permis unique 22 JAN. 2024

Réf. SPW-ARNE : **10012323/IB.sd**
Réf. SPW-TLPE :**2292863 & F0412/56022/PU3/2022/1/FD/PM**
Commune : **ERQUELINNES**
Etablissement : **SAMBRE SUD POTATO**
Espace Européen d'Entreprises n° 1
6560 ERQUELINNES

Objet du permis : **construire un nouvel hangar de stockage de pommes de terre, exploiter une installation de production de froid avec ammoniac et un générateur pour la production et le maintien d'un niveau d'éthylène pour empêcher la germination**

Exploitant : **SAMBRE SUD POTATO, Meulebekestraat 105 bte B à 8740 PITTEM**

Le Fonctionnaire délégué, **Le Fonctionnaire technique,**

Raphaël STOKIS **Daniel VANDERWEGEN**

Wallonie
service public
SPW

Vu pour être annexé au permis unique 22 JAN. 2024

Réf. SPW-ARNE : **10012323/IB.sd**
Réf. SPW-TLPE : **2292863 & F0412/56022/PU3/2022/1/FD/PM**
Commune : **ERQUELINNES**
Etablissement : **SAMBRE SUD POTATO**
Espace Européen d'Entreprises n° 1
6560 ERQUELINNES

Objet du permis : **construire un nouvel hangar de stockage de pommes de terre, exploiter une installation de production de froid avec ammoniac et un générateur pour la production et le maintien d'un niveau d'éthylène pour empêcher la germination**

Exploitant : **SAMBRE SUD POTATO, Meulebekestraat 105 bte B à 8740 PITTEM**

Le Fonctionnaire délégué, **Le Fonctionnaire technique,**

Raphaël STOKIS **Daniel VANDERWEGEN**


Pergamy

Pergamy

Pergamy

Pergamy

Pergamy

Pergamy

Pergamy

Pergamy

Pergamy

Pergamy

Pergamy

Pergamy

Pergamy

Pergamy

Pergamy

Pergamy

Pergamy

Pergamy

Pergamy

Pergamy

Pergamy

Service public de Wallonie

Département des Permis et Autorisations
Rue de l'Ecluse 22
B-6000 CHARLEROI

R.P.

bpost
R.D. | BELGIQUE

Collège communal de et à Erquelinnes
c/o Administration communale
Rue Albert 1er 51
6560 ERQUELINNES

de *(à rappeler dans toute correspondance)*

É AVEC ACCUSÉ DE RÉCEPTION

R
RP AR
010541288500452621 **220 344 739 741**
AANGETEKENDE ZENDING I RECOMMANDÉ I EINSCHREIBESENDUNG
1



Wallonie